

Le témoin : Colonel Murenzi Evariste

D7582 (35pages)

Date : 30/10/2006

D7582/1

Le Président de la Commission: Entamons la session de ce jour. Donc colonel Murenzi, nous vous souhaitons la bienvenue devant cette Commission pour nous donner votre témoignage. Nous souhaiterions, quand vous allez prendre la parole, que vous commenciez par vous présenter concernant les fonctions que vous avez occupées. Nous savons que vous avez occupé des postes très importants, c'est dans le but de mettre en relation ce que vous allez nous apprendre avec ces responsabilités. Nous voulons commencer par nous présenter nous aussi.

À ma droite- je pense que vous le connaissez- se trouve le Général de Brigade Ngendahimana Jérôme, le Vice-président de la Commission; à côté de lui se trouve le Docteur Bizimana Jean-Damascène, Commissaire de cette Commission; il y a également le Professeur José Kagabo un autre Commissaire, mais je crois que quand on s'est rencontrés la dernière fois lui n'était pas présent mais vous le connaissez déjà; à ma droite, c'est la Secrétaire de la Commission Géraldine Bakashyaka, et puis la Commissaire Rugira Alice. Il y en a un autre momentanément absent car il devait aller à une visite médicale, il s'agit du Docteur Jean-Paul Kimonyo. Et enfin il y a moi-même, Jean de Dieu Mucyo, Président de la Commission.

Je voudrais, avant que vous nous donniez votre témoignage, vous lire les missions de la Commission afin que vous sachiez dans quel contexte vous allez placer votre témoignage.

L'article 5 s'énonce donc comme suit:

La Commission a comme mission générale de dégager le rôle qu'a joué l'État Français dans la préparation et l'exécution du génocide qui a eu lieu au Rwanda au cours de l'année 1994. En particulier, la Commission est chargée:

- de rassembler et d'examiner les documents, les témoignages et les autres éléments de preuve sur les actions de l'État français relevant notamment du domaine politique, diplomatique, médiatique et militaire ou le comportement qui a caractérisé ledit État, lesquels actions et comportement étaient destinés~ appuyer l'État Rwandais, jusqu'en juillet 1994, planifier et exécuter le génocide perpétré au Rwanda ;

Vient ensuite la deuxième mission qui est :

- de rassembler les éléments de preuve de l'implication de l'État français à travers son intervention militaire pendant le génocide dont les membres n'ont pas assisté ou secouru les personnes qui subissaient le .génocide ;

Vient ensuite la troisième mission :

- de rassembler et d'examiner les documents, les témoignages et les autres preuves sur le rôle que l'État français a continué à jouer après le génocide perpétré au Rwanda, pour aider ceux qui l'ont planifié et exécuté à continuer à le commettre ou pour les soustraire à la justice ;

Vient ensuite la quatrième mission :

- de rassembler et d'examiner les documents, les témoignages et autres preuves montrant le rôle que l'État français a continué à jouer après le génocide dans le cadre du négationnisme et du révisionnisme du génocide commis au Rwanda en 1994;

Puis vient la cinquième mission;

- de rassembler et d'examiner les documents, les témoignages et les autres éléments de preuve qui dégagent le rôle de l'État français dans le cadre des actions visant à entraver les droits du peuple rwandais dont les rescapés du génocide de 1994, les orphelins, les veufs,

les handicapés, victimes du génocide perpétré au Rwanda en 1994, lorsqu'il combat manifestement l'État Rwandais dans son engagement à lutter contre le génocide;

Vient ensuite la sixième mission :

- d'exploiter les pièces relatives aux fonds consentis par l'État Français pour l'achat des armes qui étaient distribuées aux miliciens « Interahamwe » et aux membres des anciennes Forces Armées Rwandaises (ex FAR) ainsi que ceux destinés à leurs entraînements ;

Vient la septième mission;

- de transmettre au Président de la République le rapport des travaux qui propose également les actions à mener, avec copie à la Chambre du Sénat, la Chambre des Députés, au Gouvernement et à la Cour Suprême.

Ce sont donc là les missions dévolues à la Commission. Nous voudrions donc vous remercier d'être venu nous livrer votre témoignage, vous voudrez bien le placer comme il faut et nous examinerons les responsabilités des Français dans le génocide de 1994.

Comme nous vous l'avons demandé, vous pourriez commencer par vous présenter et nous dire quels postes de responsabilités vous avez occupés...

Colonel Murenzi Évariste: Merci Honorable Président de la Commission, Honorable Président de la Commission, honorables Commissaires dans cette Commission, je voudrais, avant de me présenter, d'abord remercier cette Commission et plus particulièrement son président qui m'a invité à venir y donner mon témoignage car ceci m'a démontré la confiance de cette Commission en moi pour que, moi aussi je vienne apporter ma pierre dans la manifestation de la vérité, au bénéfice des Rwandais, sur les responsabilités des Étrangers et plus spécifiquement des Français dans le génocide qui a endeuillé notre pays. En conséquence, j'espère que le témoignage que je vais vous livrer sera d'une certaine utilité, ce qui ne veut pas dire que ce sera là mon unique témoignage car à tout autre moment, où que je serai, je pourrai le compléter, à n'importe quel moment que je serais sollicité, que vous auriez besoin de moi, je répondrai présent.

Comme il (le président) me l'a demandé, je commence par me présenter : je m'appelle colonel Évariste Murenzi, actuellement commandant de la 501ème brigade déployée dans les districts de

Rusizi et Nyamasheke de l'ancienne préfecture de Cyangugu. J'aimerais cependant revenir un petit peu en arrière pour vous donner un aperçu de mon parcours militaire.

Je suis entré à l'École Supérieure Militaire en 1982, ESM en sigles, et je l'ai terminée en 1986. À l'issue de ces études, le haut commandement de l'Armée Rwandaise m'a affecté au bataillon para commando qui était sis au camp Kanombe où j'ai débuté comme chef de peloton, c'est-à-dire un officier qui commande des soldats, qui commande une trentaine de soldats. Peu de temps après j'ai été promu commandant de compagnie, c'est-à-dire un officier qui peut commander 60 soldats ou plus. En 1987, je suis devenu un court temps enseignant à l'École Supérieure Militaire puis je suis retourné au bataillon para commando en étant toujours commandant de compagnie jusqu'en 1988. En 1989, je fus envoyé par la haute hiérarchie militaire en stage militaire aux États-Unis d'Amérique, j'allais y apprendre le renseignement militaire, ce que l'on appelle *Military intelligence*. Je suis revenu en 1990 peu de temps avant le début de la guerre et à mon retour, j'ai réintégré le bataillon para commando toujours en qualité de commandant de compagnie; et quand la guerre a éclaté en 1990, moi aussi comme les autres soldats, je suis allé défendre le pays et suis parti au front dans le Mutara là où ont débuté les affrontements et où je commandais une compagnie du bataillon para commando.... La guerre s'est poursuivie jusqu'en 1992 et je fus muté au bataillon Garde Présidentielle en tant que commandant de compagnie et puis, en 1993, je fus promu SDS3 dans ce même bataillon de la Garde présidentielle, c'est-à-dire la personne chargée des Opérations Militaires et le Renseignement Militaire, SDS3.

D7582/3

Les tâches que j'ai accomplies jusqu'au 17 juillet 1994, date à laquelle j'ai fui au Congo (Zaïre) avec tous les autres soldats de l'armée nationale qui venait d'être battue ici dans ce pays, une fois arrivées au Congo, l'Armée Rwandaise et la Gendarmerie Rwandaise, même si on les appelait FAR toutes les deux, il n'existait pas avant notre fuite un même commandement que j'appellerais commandement des FAR, mais une fois arrivés au Congo, il y a eu ce que l'on appelle restructuration et les FAR ont été placées sous un seul commandement. C'est dans ce cadre, dans le but de nous rassembler, que je suis devenu le commandant du bataillon qui était stationné à Mugunga, au camp de réfugiés de Mugunga dans le nord Kivu au Congo, qui s'appelait à l'époque Zaïre. Là c'est 1994-1995-1996. Lorsque les camps ont été démantelés, moi je ne suis pas rentré, j'ai continué à vivre dans le Masisi au Congo et en 1998 lorsque les opérations des infiltrés ont été engagées - j'en parlerai brièvement- j'ai moi-même été un infiltré. Je me suis introduit au Rwanda au mois de mars, et je suis retourné au Congo au mois de novembre lors de la défaite une fois de plus des infiltrés. À mon retour au Congo, j'ai été promu commandant d'une brigade d'infiltrés dénommée ARTEL. Ensuite en l'an 2000 le commandement des infiltrés m'a envoyé à Kinshasa, car il collaborait avec Kabila, Laurent-Désiré Kabila, pour devenir l'officier de liaison (liaison officer?) dans le commandement des infiltrés qui était établi au sein de l'État-Major de Kabila, poste que j'ai occupé jusqu'en 2002. À cette époque, il y avait une partie des infiltrés qui vivait avec, qui vivait dans la partie du territoire contrôlée par Kabila et une autre qui vivait au Congo dans la zone dirigée par le RCD. Finalement les deux parties se sont réunies, et alors ceux qui se trouvaient du côté de Kabila ont rejoint ceux qui étaient dans la zone du RCD et on a ainsi fait jonction. En ce moment-là je n'étais plus officier de liaison, j'ai été promu G2, c'est-à-dire chargé du Renseignement de l'État-major opérationnel. C'est à cette époque, en 2004, que j'ai pris la décision de rentrer au pays là où vivait ma famille pour que moi aussi... car moi aussi j'avais déjà ouvert les yeux et compris que ce que je faisais ne m'apporterait rien, que ça ne rapporterait rien à ma famille, et que ça ne rapporterait rien aux Rwandais.

Je suis rentré au mois d'avril 2004, et au mois de juillet j'ai été intégré au sein des RDF avec le grade de Lieutenant-colonel. J'ai été envoyé suivre des cours à l'Académie Militaire Rwandaise de Nyakinama, je suis parti là-bas au mois d'août et j'ai terminé la formation au mois de décembre, puis, le haut commandement militaire des RDF m'a promu commandant-adjoint de la brigade 501, mon supérieur à l'époque était le Brigadier Général Eric Murokore et j'étais son second dans cette brigade.

Une année après, cette année-ci donc, c'est là que je suis devenu le commandant de cette même brigade comme je l'ai dit au début de cette audition et c'est ça mon poste actuel. Je pense qu'en peu

de mots je me suis présenté, ce que je pourrais peut-être ajouter c'est que je suis marié et père de trois enfants. S'il y a besoin de plus de précisions, vous pourrez me les demander, sinon je crois que c'est tout ce que je peux faire comme présentation Honorable Président. Je vous remercie.

Comme je l'ai déjà évoqué, mon témoignage concerne les actions militaires posées par les soldats de la France, actions qu'ils ont faites dans ce pays avant la guerre de 1990, pendant la guerre de 1990 et après la guerre. Après la guerre, cela veut dire soit au pays même, soit à l'extérieur du pays, mais en rapport avec leur collaboration avec l'armée au sein de laquelle je me trouvais.

Je vous demanderais d'être indulgents envers moi pour ne pas avoir apporté copie de mon témoignage. Je n'ai avec moi que ma seule copie, mais comme je suis en apprentissage ici, si vous avez besoin d'une copie, je vous la donnerai en cours de semaine afin que ce que je vais dire ne reste pas des paroles qui s'envolent ici, même si vous l'aurez entendu; si vous en êtes d'accord, je vous donnerai la copie dans une semaine.

Alors mon témoignage, je l'ai structuré en trois parties. Pour la première, il s'agit de ma présentation et je pense que je viens de la terminer. Même si c'était sur votre demande, j'avais déjà moi-même pensé à la faire comme cela; la deuxième partie concerne ce que j'ai vu de mes propres yeux, donc en tant que témoin oculaire; la troisième partie concerne ce que j'ai appris, et la quatrième et dernière partie c'est la conclusion.

Parmi les choses que j'ai vues comme je viens de vous le dire, je commence par la guerre de 1990, octobre 1990, je commencerai par l'ESM, je vais parler de 1982, de 1982 jusqu'en 1986. Comme je l'ai dit j'étais étudiant à l'École Supérieure Militaire, j'ai eu différents professeurs, mais je vais particulièrement parler des Français qui nous enseignaient. Nos professeurs français, c'étaient des gendarmes qui vivaient à la Gendarmerie Nationale et c'est de là qu'ils venaient pour nous donner cours. Ils nous ont donné plusieurs leçons, mais à observer cela de près, il s'agissait d'enseignements spécifiques à la gendarmerie, c'est-à-dire en rapport avec les lois, des formations juridiques, plusieurs leçons du domaine du droit, dont le droit pénal général, le Droit pénal Social, la Médecine Légale et tant d'autres. Les enseignants étaient nombreux mais tout bien considéré, aucune formation militaire n'était dispensée par eux, mais c'était des cours de gendarmerie car c'était des cours destinés à de possibles futurs gendarmes. Car l'École Supérieure Militaire formait des élèves futurs officiers, mais jusqu'à la dernière minute à l'ESM tu ne pouvais pas savoir si tu seras versé dans la Gendarmerie ou dans l'Armée Rwandaise. Et c'est la raison pour laquelle ces formations que les Français dispensaient c'étaient des cours pour former les officiers qui pourraient devenir éventuellement des officiers gendarmes.

Mis à part donc cela que j'ai vu à l'ESM, ce que j'ai vu d'autre est que les Français se trouvaient aussi ailleurs. Je commence par le niveau de la Présidence de la République: il y avait là des Français, ceux que je connaissais étaient au nombre de trois, qui formaient l'équipage de l'avion présidentiel, c'est-à-dire les pilotes de l'avion du président Habyarimana. C'était des militaires, l'un d'eux si je ne me trompe était Lieutenant-colonel, l'autre était Major et le troisième était Adjudant, et tous les trois ont péri ensemble avec le président.

Après ce niveau de la présidence de la République, il y en avait ailleurs comme je l'ai dit: il y en avait qui étaient à l'État-major de la Gendarmerie Nationale et dans d'autres échelons (de celle-ci), on les voyait un peu partout dans la gendarmerie, notamment à l'EGENA. N'étant pas gendarme, je ne pouvais pas savoir où ailleurs ils étaient affectés, mais dans ces deux institutions-là, l'État-major de la Gendarmerie Nationale et l'EGENA, ça je le savais.

S'agissant des noms, certains je m'en rappelle. Peut-être je reviens un peu en arrière: pour nos formateurs à l'ESM, je me rappelle du capitaine Barbo qui nous enseignait la médecine légale, il y avait aussi le major Tarak ou alors lieutenant colonel, si possible Afande pourrait me rappeler son grade, car ils vivaient ensemble, mais pour les noms, celui-là Barbo je m'en souviens, il nous enseignait la médecine légale. Et si je me rappelle les noms des autres je vous les communiquerai.

Ensuite, parmi ceux-là qui composaient l'équipage de l'avion présidentiel figurait un prénommé Jean-Pierre dont je ne connais pas le nom, mais l'un était Lieutenant-colonel, l'autre Major et le troisième était adjudant.

Ensuite dans l'armée il y avait des Français qui étaient affectés dans la compagnie des Transmissions, la compagnie de transmission était chargée des communications dans l'Armée Rwandaise, il y avait également des Français qui étaient dans l'escadrille de l'aviation, ce qu'ils appelaient ESCAVI, qui étaient des pilotes et des mécaniciens.

Dans le bataillon de Reconnaissance il y avait là aussi des Français qui utilisaient des blindés ou des engins blindés, en même temps ils formaient les soldats du bataillon Reconnaissance.

Dans le bataillon para peut-être que là il me sera facile d'avoir les noms ; car c'est là que j'étais affecté. J'y suis arrivé en 1986, les Français qui se trouvaient dans ce bataillon donnaient la formation de sauts en parachutes qu'on appelait parachutisme militaire. Lorsque j'y suis arrivé, celui dont je me rappelle le nom est le capitaine Kaskales, sinon c'était toute une équipe commandée par un officier et les autres étaient

D7582/5

des sous-officiers, 3 ou 4, le nombre changeait en fonction des missions pour lesquelles ils étaient envoyés; mais c'était généralement une équipe d'instructeurs composée de cinq personnes au maximum. Celui que j'ai trouvé sur place et dont je me rappelle le nom est le capitaine Kaskales, ils se sont succédé au fil du temps, ils avaient une période de service d'une certaine durée, le capitaine Kaskales a été remplacé par le major Lofaro, le major Lofaro était l'instructeur en chef lors du début de la guerre en 1990, c'était lui le chef instructeur parmi les Français qui étaient intégrés dans le bataillon para-commando. Après mon départ de ce bataillon, il fut remplacé par le lieutenant-colonel Grégoire de Saint-Quentin. Et visiblement c'est lui qui a remplacé Lofaro durant la guerre, et quand nous avons fui le pays en 1994, c'est lui qui était au bataillon para-commando. Je pense que c'est dans ces secteurs-là que je me souviens avoir vu des Français.

Je crois que je viens de faire le tour pour l'avant-guerre. Je voudrais ensuite parler de la période entre octobre 90 et juillet 94.

En 1990 comme je l'ai dit, j'ai commencé à participer à la guerre dans la zone de combats du Mutara en octobre 1990. C'est là-bas que j'ai vu un soldat français au front lorsque nous combattions à Kagitumba le 30/10/1990. Ce major Lofaro nous a rejoints là, il y est venu en compagnie des officiers de l'État-major du MINADEF et après ils s'en sont retournés ensemble à Kigali; cependant il revenait de temps en temps nous rendre visite au front où nous étions dans le Mutara et aussi par après, j'y reviendrai plus tard, ce monsieur a continué à collaborer avec les soldats du bataillon para-commando sur divers fronts. C'est d'ailleurs ce volet que je vais tout de suite évoquer: au début de la guerre, les soldats français étaient peu nombreux au pays, où ils s'y trouvaient dans le cadre de la coopération militaire ordinaire, ils se consacraient aux programmes de formation des militaires à l'ESM et un peu partout comme je l'ai dit. Mais quand la guerre a commencé, il est venu des Français cette fois-ci pour faire la guerre, pour dispenser des formations mais également pour combattre.

En ce temps-là où j'étais au bataillon para commando, il a été introduit au sein de ce bataillon ce qui s'appelait CRAP. CRAP est une abréviation de "Commando de Recherche et d'Action en Profondeur". C'est cela que signifie cette abréviation, mais j'y reviendrai beaucoup par la suite puisque (parlement ???) de ce groupe de Français se trouvait dans le camp para-commando et donnait des entraînements de sauts en parachutes ; est venu ensuite le groupe de CRAP avec mission de se battre sur le front. Il y a deux significations dans cette abréviation : il y a d'abord

Recherche, c'est-à-dire recherche de renseignements militaires sur le front, ensuite il y a *Action en Profondeur*, qui signifie se porter derrière les positions de l'ennemi et y mener des opérations militaires en se servant de ces renseignements obtenus lors de ladite recherche. Il s'agit d'habitude d'un groupe très restreint de militaires, ici je ne me rappelle pas combien ils étaient exactement, mais à la toute première formation c'était un groupe d'une trentaine de soldats. Ils étaient très peu nombreux mais ils recevaient une très bonne formation, un entraînement spécial avancé qui les rendait capables de remplir ces missions de recherche et d'action en profondeur dont j'ai parlé. Ce CRAP qui a été introduit dans le bataillon para-commando durant la guerre a été initié par un certain colonel Canovas, un colonel français arrivé dès le début de la guerre; mais au moment où il est venu créer le CRAP au bataillon para-commando où j'étais affecté, il travaillait à l'État-major de l'Armée Rwandaise, il venait de l'État-major pour mettre en place ces activités du CRAP, il venait accompagné de militaires français instructeurs de ces CRAP, puis lui retournait à l'État-major. C'est cela que moi je voyais, l'entraînement des CRAP et leur acheminement sur le front pour se battre, car le bataillon para commando constituait ce que l'on appelait la réserve d'intervention, c'est-à-dire qu'il n'était pas déployé en permanence dans les secteurs des combats, il combattait et après il retournait à Kanombe pour poursuivre ses entraînements. C'était quand le front connaissait une trop forte recrudescence au Mutara, Byumba, Ruhengeri ou ailleurs qu'on le faisait venir en renfort pour combattre. La réserve d'intervention, cela voulait dire qu'il n'était pas déployé en permanence au front du Mutara ou de Byumba ou d'ailleurs, lui il partait au front et se battait deux ou trois jours durant et revenait ensuite à Kanombe; et ces CRAP intégrés dans le bataillon paracommando procédaient de la même manière: lorsque tel ou tel secteur de combats de la zone de guerre avait besoin d'eux, il les faisait venir.

(Ici il y a une coupure du témoignage de Murenzi et je ne sais pas comment intervient cette femme)

D7582/6

BEMERIKI Valérie: Ça aussi, je prévoyais d'y venir. Mais je voudrais d'abord vous décrire l'organisation, disons comment ils agissaient.

Alors je crois savoir que peu avant, le Rwanda avait normalement des relations de coopération avec plusieurs pays dont la France, mais celles avec la France était de loin la plus importante. La France était très visible dans plusieurs institutions et dans beaucoup de ministères. Et à l'avènement du multipartisme, puisqu'il était souvent dit qu'il y avait en réalité deux fronts, on disait qu'il y avait une guerre civile, une guerre entre Rwandais engagée par le FPR venu de l'extérieur qu'on appellerait la guerre du FPR partie de l'extérieur, il y avait aussi une guerre menée par les partis politiques intérieurs, mais en plus qu'il existait une troisième guerre des Anglais qui devaient chasser du pays les Français, appelée la guerre de l'Anglophonie qui chassait la francophonie. Et on disait que dans cette guerre deux armes étaient utilisées, (et là je vise surtout ce qui concerne la responsabilité des Français et j'écarte le reste pour le moment) en s'appuyant sur cette conférence de La Bonne (La Baule) en France dont je parlais tout à l'heure, là où ils ont demandé aux présidents africains d'instaurer des politiques basés sur le multipartisme. Et là ils disaient alors que les deux armes c'est la dictature africaine, et aussi le système du multipartisme. Et ils disaient que c'étaient ces deux prétextes dont se sont servis les Blancs (et c'est celle-là la troisième guerre) pour que l'anglophonie chasse la francophonie. Cela a alors beaucoup inquiété les Français (c'est ce que moi j'ai constaté) qui se sont dits que si les choses se passaient comme cela, ils allaient être éjectés de la région, et donc ils ont compris qu'ils devaient soutenir le régime en place afin qu'il conserve le pouvoir, et ainsi l'influence de la France dans cette zone resterait intacte. Je ne dirais pas qu'il s'agissait de sauvegarder l'influence de la France seulement, mais plutôt de préserver celle de toute la francophonie.

En ce moment-là en vérité, c'est là que, d'après ce que j'ai vu de mes propres yeux comme journaliste qui vivais dans cette ville, même si je ne m'introduisais pas dans le fonctionnement de telle autorité ou de telles institutions étatiques, il y a néanmoins des choses que j'ai vues de mes propres yeux, mais à y regarder de près, à partir de ce moment-là, les Français qui étaient venus étaient bien nombreux dans la ville de Kigali. On les voyait dans plusieurs lieux, et même ils travaillaient également au siège du MRND. À cette époque où je les voyais, je les ai aussi rencontrés à plusieurs reprises dans les zones de combats, je les ai vus dans ces organisations d'interahamwe, dans les entraînements que ces derniers faisaient ; certaines de ces choses je les ai

pratiquées (vues?), car je fus un temps également la Secrétaire de Kajuga Robert. Il y a des programmes dans lesquels j'ai été impliquée sauf que je n'ai pas poursuivi mon travail de secrétaire auprès de lui, mais il y a des programmes que j'ai croisés, des organisations, des réunions qu'ils tenaient, à certaines j'ai assisté, de telle sorte alors qu'il y avait ces organisations que des Français orchestraient, de plus ils les entraînaient, je peux citer le Mutara et Ngarama où ils allaient les entraîner.

D7582/7

(Apparemment c'est Murenzi qui reprend)

...et ce Français qui venait de la présidence de chez Mitterrand et c'est lui qui était chargé de son entraînement, il n'avait pas d'autres soldats de la Garde Présidentielle à entraîner, il n'entraînait que ce groupe seul (CRAP? Insecticide?).

Maintenant entre le 4/6/94 (6/4/94?) et le 17/7/94. Je suis parti de 92, j'ai évoqué au départ la période 90-92, et maintenant j'arrive à 94, 94 juste après la mort de Habyarimana le 6/4/94. Une partie de ce groupe que je viens de mentionner avait accompagné à l'aéroport Habyarimana qui partait pour Dar es Salam et était revenu pour l'accueillir à son retour (quand son avion a été abattu); l'autre partie était restée au camp, et ce sont ceux derniers qui, tout de suite après la mort de Habyarimana cette nuit-là, ont installé des barrières sur le rond-point de Kimihurura; c'est à ce rond-point de Kimihurura, non loin du camp, qu'ils ont érigé cette nuit-là un barrage.

Question : De quel côté?

Colonel Murenzi: Du côté, tu vois, du côté de l'entrée du camp de la Garde Présidentielle, il y a une route qui descend vers là, c'est là qu'ils ont installé cette barrière. Mais ceux qui sont venus de l'extérieur, de l'aéroport, eux ont installé tout de suite une barrière dehors là au rond-point et ils ont commencé à tuer des gens à cette barrière montée au rond-point de Kimihurura. Ils tuèrent des gens dans la nuit du 6 avril, continuèrent au matin du 7 avril, c'est le matin du 7 avril vers neuf-dix heures qu'ils ont commencé à éliminer les ministres opposants à Habyarimana là-bas tout près de la Primature, au lieu appelé Quartier Ministériel. Là habitaient des ministres de tous bords mais ce qui était flagrant en 94, dans le Gouvernement il y avait ceux qui soutenaient Habyarimana et il y avait ceux qui ne le soutenaient pas. Alors, c'est ce groupe-là dont j'ai parlé qui était entraîné par ce Français-là, qui s'est levé, commandé par un capitaine du nom de Kabera Sédécias qui était officier d'ordonnance, parce que d'habitude ce groupe était commandé par des officiers d'ordonnance dans toutes ses actions quotidiennes, ils étaient au nombre de deux mais l'un, le major Bagaragaza était mort la veille en compagnie de Habyarimana, celui qui était encore là c'était le capitaine Kabera, c'est lui qui a donné des ordres à ce groupe le 7/4/94.

Question:....

Colonel Murenzi: Capitaine Kabera Sédécias.

Question: C'est un homme de petite taille, de teint clair? De grande taille?

Colonel Murenzi: Non non non! C'est juste le contraire: grand et plutôt de teint noir. De grande taille. Malheureusement je n'ai pas de photos, mais on peut en retrouver, car elles existent. Ce

groupe-ci, c'est lui qui l'a activé pour aller arrêter, opérer des enlèvements dans le Quartier Ministériel et ramener les gens et les tuer dans le camp. Parmi ceux-ci il y avait les Kavaruganda, les Nzamurambaho et bien d'autres.

Question:...

Colonel Murenzi: Non il était déjà reparti. Roux n'était pas là en 94, du moins moi personnellement je ne l'ai pas vu car entre-temps, avant 94, les Français avaient quitté le pays parce que durant Arusha, dans les accords d'Arusha, les Inkotanyi eux exigeaient le départ des (soldats) étrangers qui se trouvaient au Rwanda; c'est dans ce cadre que le Gouvernement dirigé par madame Agathe les avait congédiés officiellement; je ne me rappelle pas bien si c'est en ce temps-là que Roux est parti, ce que je sais, c'est qu'à la mort de Habyarimana Roux ne se trouvait plus là. S'il était parti, s'il était dans Kigali ou ailleurs au pays, je ne l'ai jamais revu lors de la mort de Habyarimana et du début du génocide, lors du lancement des massacres le 6.

D'ailleurs, durant cette période que j'ai évoquée entre avril et juillet 94 du temps où je me trouvais à Kimihurura, je ne me rappelle pas exactement le mois, mais il est possible que ce soit au mois de mai ou de juin, j'ai vu un Français que je voyais pour la première fois, ce Français était venu avec le major Mpiranya qui était commandant de la Garde Présidentielle qui nous a alors dit que ce Français était un militaire Français qui venait pour ce qu'ils appelaient Opération insecticide. L'opération insecticide est une opération que les Français ont réalisée en coopération avec l'État-major des FAR, l'Armée Rwandaise, tout de suite après la mort de Habyarimana. Que disait-il? Il disait que c'était une opération, il me disait que ce Français était venu avec une dizaine d'autres Français, qu'ils étaient accompagnés par le fils de Habyarimana sauf que ce dernier je ne l'ai pas vu, ça c'est ce que Mpiranya m'a dit à moi, qu'ils étaient amenés par le fils de Habyarimana et qu'ils avaient passé par le Congo et puis s'étaient rendus au Bigogwe. Mais celui-là lui est venu là, certaines personnes disent qu'il se pourrait que c'était le capitaine Bari ou Bari ou je ne sais comment, moi je ne le connais pas mais c'est quelqu'un, j'ignore s'il est ainsi fait mais ce que je me rappelle c'est qu'il avait une élocution de quelqu'un d'édenté, est-ce qu'il s'était mis une bille dans la bouche pour que les gens ne sachent pas comment il parlait, ou s'il n'avait plus de dents je ne sais pas bien. Mais je l'ai vu en habits civils, il est venu jusque-là et s'est mis à observer les positions du FPR au CND, nous lui avons montré où se trouvaient les positions du FPR de Rebero, nous lui avons montré ici à Kimihurura et partout où nous savions que se trouvaient des positions des Inkotanyi, ensuite il est reparti avec le Major Mpiranya; celui-là donc je l'ai vu de mes propres yeux mais je n'ai pas pu apprendre son nom à lui aussi, et Mpiranya ne me l'a pas révélé non plus, sauf de me dire qu'il venait pour l'Opération insecticide et qu'il était venu avec une équipe de dix personnes qui se trouvaient alors à Bigogwe, une dizaine, il n'a pas précisé le nombre, il a seulement dit une dizaine et qu'ils étaient venus accompagnés par le fils de Habyarimana.

Question:...

Colonel Murenzi: Le mois de mai, le mois de juin. C'était peu de temps avant que nous évacuions Kigali. Peu avant la désertion de nos positions dans Kigali, avant notre abandon de Kigali.

Toujours au cours de cette année 94, comme je l'ai dit, c'est le 17/7/94 que moi j'ai traversé la frontière pour Goma, par la Grande Barrière de Gisenyi pour ceux qui connaissent Gisenyi, et nous nous sommes réfugiés au Congo (Zaïre). Mais entre-temps il était venu ce que l'on appelait l'opération Turquoise menée par les Français. Au milieu de la guerre, entre avril et juillet, il y a eu donc l'Opération Turquoise, mais étant donné que moi je combattais dans Kigali, je n'ai pas vécu dans l'Opération Turquoise (zone), ce qu'ils appelaient Zone Humanitaire Sûre; la Zone Humanitaire Sûre était la zone de l'Opération Turquoise, Kigali n'en faisait pas partie, mais moi en

quittant Kigali je suis arrivé, après la traversée de la frontière, à Mugunga car c'est là que nous nous sommes réfugiés, j'y ai trouvé des soldats français de l'Opération Turquoise; parmi ces militaires français j'ai retrouvé le colonel Canovas dont j'ai déjà parlé ; ceux que j'ai pu voir, ils étaient nombreux, mais de ceux que j'ai pu revoir (reconnaître) il y a ce colonel, celui-là qui a fondé les CRAP à Kanombe. Je l'ai retrouvé à Goma en compagnie du Général-major Bizimungu qui était chef d'État-major de l'Armée Rwandaise. Ils se trouvaient à Mugunga, dans un endroit appelé Keshero, dans une école appartenant à un Blanc, l'école appartenait à un Blanc. C'était un Pasteur Blanc, il faudrait que vous le recherchiez, il a fini par avoir des problèmes avec eux, il a fini par avoir assez d'eux, du squattage de son établissement; si ce Blanc est par hasard encore en vie, il vous aiderait beaucoup, car il a fini par avoir des problèmes avec eux: pourquoi les Français et pourquoi le Gouvernement congolais ont-ils amené des soldats défaits chez eux dans son établissement. C'était un établissement qui accueillait des enfants orphelins et des élèves. Il voulait que ces gens quittent l'établissement afin qu'il puisse poursuivre tranquillement ses oeuvres. Mais ce que je veux dire ici, c'est que même juste après nous être exilés au Congo, ce colonel Canovas qui avait créé le CRAP en 1990 à Kanombe a poursuivi sa coopération avec l'État-major même du temps où il était dans l'Opération Turquoise française. Il est venu dans l'opération Turquoise, car ils avaient une tenue spécifique, il était dans l'Opération Turquoise. Il a cessé de combattre en 1990 au Rwanda où il a fondé le CRAP du temps où il était à l'État-major, lorsqu'il est venu avec Turquoise, il a retrouvé l'État-major en exil à Keshero, il a collaboré avec Bizimungu et son État-major.

Mis à part Canovas, un autre qui a collaboré avec, qui venait à l'État-major et que je voyais, c'était le Lieutenant-colonel Grégoire de Saint-Quentin; lui aussi je l'ai vu là-bas à Keshero dans Mugunga. J'ai dit qu'ils étaient nombreux mais (ce sont ceux-là) que j'ai pu voir de mes propres yeux et que je connaissais. Ils y venaient presque tous les jours, presque chaque jour soit pour tenir des réunions, soit pour aider Bizimungu pour diverses activités (opérations). Moi je ne faisais pas partie de l'État-major, mais je passais par là et je les voyais circuler dans leurs véhicules sur la route entre Goma et Sake- c'est d'ailleurs une belle route goudronnée- ils arrivaient et entraient dans Keshero et par après ils retournaient chez eux, mais je les voyais.

Question:...

Colonel Murenzi: Keshero, c'est là-bas tout près, tu quittes la ville de Goma et tu te diriges vers Sake Masisi, tu atteins Keshero avant d'arriver à Mugunga, tu passes d'abord par Katindo, puis Ndosho, ensuite tu arrives à Keshero. Là-bas il y a un lieu, lorsque tu te rends à...Sake c'est à gauche et par ailleurs je suppose que ces écoles y existent encore. Là, l'État Congolais y avait installé l'État-major des FAR et c'est là que se tenaient ces réunions de l'État-major des FAR avec des officiers de l'Opération Turquoise. Je rappelle que, bien que nous nous étions exilés, les Français eux opéraient toujours dans Cyangugu, à l'époque les Inkotanyi n'avaient pas encore conquis, n'étaient pas encore parvenus à la frontière de Rusizi et à faire partir les Français. C'est-à-dire que les Français se déplaçaient de Goma à Bukavu et quand ils le voulaient ils se rendaient dans cette zone qu'ils avaient appelée Zone Humanitaire Sûre, ils l'occupaient encore quand les FAR eux étaient en exil, mais ils venaient travailler avec eux et aussi ils entraient au Rwanda en passant par Bukavu.

Question: ...

Colonel Murenzi : L'État-major de Turquoise était établi à Bukavu, pour celui que je connaissais. C'était des États-majors échelonnés, mais l'État-major opérationnel le plus proche, ils disaient venir de Kisangani, mais l'État-major qui contrôlait les actions de la Zone Humanitaires Sûre était établi à Bukavu, car ces Canovas et autres de Saint-Quentin dont j'ai parlé venaient à Goma à partir de Bukavu, ils venaient en hélicoptère qui atterrissait à l'aéroport de Goma où ils montaient dans des jeeps et nous trouvaient à Mugunga, ils allaient à la rencontre de l'État-major de Bizimungu à Mugunga et tenaient leurs réunions, et à la fin de celles-ci ils repartaient, parfois avec lui, d'autres fois non.

Je crois que c'est cela que je peux dire dont j'ai été témoin oculaire. Autre chose si je me rappelle bien, j'ai évoqué l'opération insecticide et ce Blanc que Mpiranya m'a présenté entre avril 1994 et

juillet 1994 en me disant: “ces personnes viennent pour l’opération insecticide”; mais arrivés dans l’exil, c’est grâce à cette opération insecticide, à la suite de ces programmes de restructuration dont je vous ai parlé, qu’est né le mouvement des infiltrés, ce qu’ils appelaient ALIR. Une fois que nous sommes arrivés dans notre exil, ils venaient faire l’opération insecticide, celle-là qui avait débuté en 1994 à Bigogwe. Quand nous sommes arrivés dans l’exil, c’est avec le noyau de cette opération qu’ils ont commencé à faire de l’infiltration. Les opérations des infiltrés après la restructuration de 1995, c’est ça cette opération insecticide. Ici je voulais vous faire comprendre que l’opération insecticide a été initiée au Rwanda par des soldats français, et puis ça a continué à Goma où elle a donné naissance aux infiltrés qui ont agi en 1995, 1996, 1997 et aussi en 1998, année au cours de laquelle ils ont été défaits, puis sont revenus en 2004 et là aussi ils ont été battus. Seulement aujourd’hui il reste leurs résidus au Congo, mais c’est cette opération insecticide qui a été le fondement dans le cadre de provoquer l’insécurité au Rwanda ici et a fortifié le mouvement des infiltrés, car les méfaits des infiltrés se sont poursuivis: venir démolir les poteaux électriques, poser des mines au Rwanda dans ces régions proches de la frontière, dans Gisenyi, cela s’appelait opération insecticide, celle-là qui avait été initiée au Rwanda.

Question:

...l'opposition, ils ont eu l'idée de dire « nous aussi nous devons nous venger il n'y a pas d'autre alternative ». C'est cela, c'est comme cela que la situation a continué.

Cependant après cela et à cause de tous ces actes qu'ils poursuivaient, ils ont continué à recevoir le soutien de la France, mais ce soutien ils (les Français) ne le manifestaient pas, ils ne décidaient pas de le clamer devant tout le monde et le faire ouvertement, ils n'ont pas décidé de dire «réellement, nous les appuyons ». Eux ils continuaient de pousser en réclamant l'introduction du multipartisme, ils le leur apprenaient, mais ils restaient en arrière tout en ayant des gens qui étaient envoyés et à travers lesquels ils faisaient passer toutes ces choses. Je crois que c'est comme cela qu'ils ont procédé.

Et puis, après ça, la guerre a éclaté, et alors c'est le 6 avril que l'avion de celui qui était le chef de l'État a été descendu, entre-temps moi je me trouvais en ville et j'étais en studio et j'ai suivi (l'évènement), moi je l'ai appris, car des gens ont téléphoné et ont dit qu'ils voyaient l'avion brûler dans les airs, ensuite après avoir annoncé que l'avion était en train de brûler, après cela j'ai entendu que des gens étaient en train de mourir, là c'était des citoyens qui téléphonaient et racontaient qu'à Kacyiru, Kimihurura et Remera des gens étaient en train de mourir. Ce sont ces quartiers-là qu'ils ont continué à me signaler, et à la fin je me suis dit moi aussi: "Si je partais à l'aéroport pour me rendre compte de la situation moi-même?". Mais je ne savais même pas de quoi il s'agissait, sauf que petit à petit on nous a informés; pour y arriver je suis revenue en arrière à plusieurs reprises car à certains endroits il y avait trop de tirs qui s'échangeaient, cela a fait que j'ai fait des allers-retours à mi-chemin et je ne suis jamais arrivée à l'aéroport.

Là ils ont continué à dire que des gens continuaient de mourir et on disait que ceux qui étaient tués ne l'étaient par personne d'autre que par les soldats du pays, que par des GP, et on me disait que parmi ces GP il y avait des soldats Blancs. Ici je n'affirmerais pas qu'il s'agissait de Français ou pas, mais il se disait qu'eux aussi se trouvaient avec eux. Je ne sais donc pas qui était là en ce temps-là, mais quand je réfléchis, quand je vois les actions dans lesquelles les Français ont collaboré avec le gouvernement dans le cadre de la coopération et la manière dont cette coopération se déroulait depuis pas mal de temps, de plus je ne crois pas qu'ils se limitaient seulement à l'instruction de ces interahamwe, car pour ce qui était des entraînements des militaires moi je ne pouvais pas y assister pour voir leurs entraînements, je pense que ce sont ces Français qui eux aussi se trouvaient avec eux cette nuit-là.

Le lendemain matin, j'ai entendu dire qu'il y a des gens qui ont été tués et que parmi eux figuraient des autorités, les gens ont commencé à parler des ministres, les Nzamurambaho Frédéric et même la famille Lando. Ils en ont parlé tout de suite ce matin-là, mais aussi on disait que les gens qui allaient le faire étaient les mêmes, que c'était des militaires et que dans ces groupes de militaires figuraient des Blancs. C'est ainsi qu'on nous le disait.

Le matin alors, nous, pour diffuser ces informations, moi je n'ai pas tout dit, j'ai passé sous silence certaines choses. L'usage depuis le début de la guerre était que la publication de ce genre d'informations revenait au directeur, c'est lui diffusait les communiqués...

(C'est Murenzi qui reprend)

...ça ne s'est jamais arrêtée, sitôt arrivés dans l'exil ils ont tout de suite commencé les opérations, de petits groupes de l'opération insecticide ont commencé à s'infiltrer au Rwanda, ce petit point est très important, car quand nous en parlons beaucoup de gens disent qu'il s'agit des opérations des infiltrés. Les infiltrés l'ont poursuivie, mais elle avait débuté au Bigogwe en 1994, lancée par des Français, dont celui-là qu'on disait qu'il s'appelait Barril, mais Barril moi je ne le connais pas, c'est un homme français, il y avait des Français noirs, mais lui il était blanc, il parlait comme s'il n'avait plus de dents, c'est le seul que j'ai vu en ce moment-là où il venait pour l'opération insecticide.

Question:...

Colonel Murenzi: Il est à peu près de votre taille, et même pour le calibre c'est le même, ce n'est pas quelqu'un d'âgé, ce n'est pas quelqu'un de corpulent, l'âge, apparemment à peu près une quarantaine d'années, 40-45 ans. Voilà sur le point concernant ce que j'ai vu, je crois que c'est tout.

Le Vice-président: Peut-être qu'il faut rester encore un peu sur ce point concernant ce que tu as vu. J'aimerais que tu sautes et parles de cette période d'infiltration à partir du Congo après 1994. Tu nous as dit que tu as été membre des groupes des infiltrés, et puis qu'après tu es allé jusqu'à Kinshasa. Je souhaiterais que tu nous dises ce que tu as vu durant cette période, parle-nous de cette petite période.

Colonel Murenzi: Merci. Parmi les choses que j'ai vues après 1994 et que j'ai évoquées, il y a ce qui concerne la présence à Keshero de Canovas et de Saint-Quentin. Cela ne s'est pas terminé tout à fait en 1994. Ce que je sais, c'est que les contacts bien visibles qu'ils entretenaient avec l'État-major des FAR se sont arrêtés lors de la fin de l'opération Turquoise lorsque cette dernière a évacué. Je ne me rappelle pas les dates précises du départ de l'opération Turquoise de Goma, je ne sais plus si elle a continué jusqu'en 1995 ou si elle s'est terminée en 1994. Alors après, lorsque nous avons entamé cette restructuration et que le commandement des FAR qui venait d'être établi était confié à Bizimungu, ce commandement a eu des contacts solides avec la direction de l'armée de Mobutu. De telle sorte qu'il était envoyé des délégations officielles issues de l'État-major. Entre-temps comme je l'ai dit cet État-major a déménagé de Keshero à cause de ce Blanc qui semblait mécontent de cette présence (dans son école) de militaires et d'armes et de munitions, c'est ainsi qu'ils ont déménagé au lieu-dit Lac vert, là non plus ce n'est pas loin de Mugunga, mais ce lieu semblait en retrait du camp et l'État-major n'était plus ainsi installé dans une école. C'est là que l'État-major de Bizimungu s'est installé jusqu'à son démantèlement en 1996 par les Inkotanyi, mais que ce soit à

Keshero ou là-bas au Lac vert où était relogé l'État-major, les contacts au niveau militaire n'ont jamais cessé. Quand Bizimungu revenait de ces rencontres, il ne nous disait pas avec précision qui il avait vu. Quoi qu'il en soit les officiers étaient là, ceux qui résidaient à Mugunga, ceux qui résidaient à Gatere (Katale?) et à Kayindo venaient et tenaient des réunions d'officiers présents et il nous informait qu'il revenait de Kinshasa ou allait s'y rendre. Quand ce n'était pas lui qui partait, c'était son adjoint, le général Kabirigi qui y allait. Kabirigi lui était installé à Bukavu, mais il était présent dans ces réunions que nous tenions; c'est cela que je peux dire sur la collaboration entre la direction des FAR en exil et l'État-major de l'armée de Mobutu, les FAZ. Et si je reviens un peu sur les Français, les FAZ elles aussi avaient des Français qui les aidaient, les Forces Armées Zaïroises étaient aidées par des Français, ici je fais allusion à ce que l'on appelait camp CETA. Pour ceux qui connaissent Kinshasa, camp CETA est une abréviation qui signifie Centre d'Entraînement des Troupes Aéroportées, il est situé à un lieu appelé Njdili, non loin de l'aéroport de Njdili. En ce temps-là ce CETA était commandé par...ce n'était pas comme au Rwanda, là-bas ce camp était commandé par un colonel français, celui dont je me rappelle le nom est le colonel Canal, je pense, qui l'a commandé en 1990 avant que débute notre guerre. Vous vous demandez comment je l'ai su? J'ai su parce qu'il y a des soldats du bataillon para qui sont allés effectuer un stage de brevet, le brevet para-commando, là-bas au camp CETA. Canal est venu pour délivrer leurs brevets aux soldats, il est venu accompagné d'officiers zaïrois, ils sont venus et tous (Zaïrois et Rwandais) ont été décorés de leurs brevets là-bas à Kanombe. Là alors, étant donné que les Français eux ont continué à coopérer avec Mobutu, et que Bizimungu ainsi que l'État-major des FAR continuaient pour leur part à coopérer avec l'État-major des FAZ, tu comprends qu'il n'y aurait pas moyen de les distinguer. Tu ne peux pas...

...disjoindre des soldats français qui sont intégrés dans les Forces Armées Zaïroises d'avec la collaboration avec la direction des FAR en exil, et ça ce n'est qu'une évidence, c'est ça que je sais. Cela c'est entre 1994 et 1996, car 1996, c'est l'année où Mobutu a lui aussi perdu le pouvoir.

Lorsque je suis parti à Kinshasa, je vous ai dit que j'y suis allé en 2000, je n'ai pas remarqué de Français dans l'État major de Kabila. Peut-être ce que je peux dire c'est que la direction d'ALIR des infiltrés elle y était présente, avec un certain colonel Ntiwiragabo comme chef. Ntiwiragabo était secondé par le colonel Renzaho- actuellement à Arusha- dans la coopération avec l'État-major de Kabila dans le cadre...comme ce serait trop long, je raconterais seulement comment se présentait à cette époque-là la guerre du Congo, la façon dont elle se déroulait, comment se présentait le front à cette époque : Kabila avait des alliés et des ennemis et ceux-ci de leur côté avaient des alliés.

Parmi les alliés de Kabila dont nous-mêmes, on comptait les Soudanais, le Tchad, certains pays de la SADAC tel que le Zimbabwe, il y avait la Libye, l'Angola, ces derniers par ailleurs on vivait ensemble à Kinshasa en coopérant et en planifiant les combats et toutes les autres actions ensemble; même s'il y avait aussi une instance de négociation, parce que les négociations sont menées parallèlement avec des opérations militaires surtout pour démontrer que toi aussi tu es fort et que ce ne sont pas seulement des mots.

Parmi les activités que nous menions- il fait bien le général de me poser la question- ici ce sont des choses importantes car quand je me trouvais à Kinshasa dans le cadre militaire, j'étais officier de liaison, il y a des actions qui ont été menées afin de permettre aux gens de l'Est ici dans le Kivu de recevoir des équipements divers. C'est ainsi que nous leur envoyions des armes, il y en a qui avaient déjà été envoyées avant que je ne prenne ce poste, mais une fois en poste, je faisais beaucoup aussi la liaison entre Kinshasa et Lubumbashi dans le but de faire parvenir à ceux de l'Est des munitions, des armes, de l'argent, les équipements de communication et autres. Ces actions, nous les faisions dans le cadre d'opérations conjointes réunissant les alliés de Kabila, à savoir les Zimbabwéens et d'autres qui le soutenaient. Cela a eu lieu entre, c'est le Congo 2 (la deuxième guerre du Congo), entre 1998 et 2002 lorsque j'ai quitté le Congo.

00:00 Dans le but de leur faire parvenir des armes, on utilisait ce que l'on appelait air drops (largages), c'est-à-dire que les avions venaient ici à l'Est où se trouvaient Afande et ses compagnons, eux ils avaient des moyens de communications et aussi des GPS, l'avion qui partait savait exactement où parachuter le matériel. Le matériel était largué là où ils étaient au moyen de parachutes et ils le récupéraient, ils récupéraient les armes, les munitions et c'est grâce à cela qu'ils ont pu ralentir l'avancée du RCD sur eux, c'est grâce à ces matériels que nous leur envoyions.

L'avion arrivait apportant les matériels qui avaient été emballés dans des sacs, on faisait ce que l'on appelle des colis, des colis d'armes, on les enroulait dans des sheetings et les attachait à un parachute et quand tu arrivais à l'endroit où tu devais les larguer et qu'on appelle dropping zone (zone de largage), lorsque tu arrivais au-dessus de la dropping zone, que tu connaissais parce qu'on te l'avait indiquée, tu ouvrais la porte de l'avion et les colis descendaient doucement, il n'y avait pas lieu de s'inquiéter qu'ils s'abîment en chutant brutalement, car le parachute s'ouvrait en automatique et amortissait le choc, (le destinataire) ouvrait le sac, récupérait le matériel, jetait ou gardait le parachute pour un autre usage quelconque car son utilité était terminée; et alors tu prenais tes colis et les amenais à tes unités. Ces choses ont eu lieu, je voulais le mentionner car elles ont eu lieu dans plusieurs endroits différents, que ce soit sur Nyamuragira et c'était le premier ravitaillement (en armes) qui nous était livré, je ne me souviens pas des dates mais c'était en 1999 avant que je n'aille à Kinshasa; ces choses se sont passées mais quand moi je suis arrivé à Kinshasa, ceci il faut bien le savoir, c'est une fois arrivé à Kinshasa que j'ai appris que cet avion qui nous avait approvisionnés appartenait aux Soudanais.

Question:...

Colonel Murenzi : celui-là qui a ravitaillé Nyamuragira était un avion des Soudanais. Normalement, les Soudanais se trouvaient à Gbadolite. Le premier avion à amener dans Nyamuragira les équipements appartenait aux Soudanais. Après ça, après Nyamuragira, peut-être que Afande pourra me compléter, je pense qu'il y a eu Ruberwa, c'est dans le territoire de Lubero également dans le Nord Kivu, là aussi on a balancé des équipements militaires, ailleurs où il y a eu un largage de matériels militaires c'est au Masisi au lieu-dit Rubungu; également aux lieux appelés Mbeshimbeshi et Rukibwa, c'est dans la même zone, je ne me souviens pas du nombre de rotations, mais quand je suis parti ils en étaient là. Mais après mon arrivée à Kinshasa nous en avons envoyés d'autres dans le sud Kivu dans un lieu appelé, tu vois là au bord du Lac Tanganyika dans Fizi, au lieu-dit Kazimiya. L'avion décollait de Lubumbashi et venait parachuter. Mais pour ces premiers largages, certains avions faisaient escale à Mbujimayi et à partir de Mbujimayi ils venaient là à...ce sont des zones différentes, mais il s'agissait d'une opération militaire conjointe pour aider ceux qui se trouvaient dans la zone du RCD et qui avaient pris le parti de Kabila, car dans les accords ils avaient instauré une zone de démarcation et par conséquent les opérations se poursuivaient de cette façon que j'ai expliquée. À l'exception de celle des Soudanais dont j'ai parlé, ce sont celles-là que j'ai vues, c'était des opérations des Forces Armées Congolaises de l'armée de Kabila.

Dans l'équipage des Congolais je me souviens d'un pilote du nom de Major Isaac, c'est lui qui venait le plus souvent là-bas à Kazimiya car moi aussi en partant (à Kinshasa), j'avais pris l'avion à partir de la zone du RCD. Le Congo, je voudrais vous parler du Congo, tout est possible au Congo: je pars du Masisi pour aller prendre un vol dans Fizi dans la zone RCD, nous commandons un avion venant de Mbuji-Mayi et l'avion nous l'attendons à Kirembwe. (Je fais un vol) Mbuji-Mayi-Kinshasa alors que je viens de la zone occupée par ceux qui combattent Kabila! Le Congo, c'est vraiment un pays complexe, les opérations qui s'y faisaient sur le plan militaire, c'était comme des opérations spéciales du fait de sa situation particulière. C'est cela que je me rappelle dans le cadre militaire mais comme je l'ai dit, je n'ai pas vu de Français du temps de Kabila, peut-être ces officiers que j'ai évoqués, Ntiwiragabo et Renzaho avaient-ils leurs façons de coopérer avec eux, mais les Français de toutes façons se trouvaient à Brazzaville et des infiltrés d'ALIR se trouvaient eux aussi à Brazzaville, Nyampame, Munyakayanza et d'autres y résident même jusqu'à ce jour, une partie de ce qui était ALIR vit à Brazzaville et comme là-bas il y a aussi des soldats français, tout cela est possible, peut-être que dans le cadre du service de renseignement il serait possible de faire des investigations poussées et découvrir la vérité, il est possible que ces personnes telles que Nyampame qui étaient là-bas collaboraient avec les Français, qui à leur tour auraient pu collaborer avec les Ntiwiragabo; tout est possible mais là je n'ai pas vu de Français en l'an 2000, de 2000 à

2002. Je pense que c'était cela la question d'Afande, en peu de mots c'est cela les opérations militaires qui avaient été mises en place par des Français avant que nous ne partions en exil, dans cette phase des infiltrés dont je vous ai dit qu'elle est née au sein de l'opération insecticide.

Je voudrais, comme je vous l'ai demandé, parler en quelques mots de ce que j'ai entendu, normalement on entend beaucoup de choses et je ne vais pas évoquer à l'adresse de la Commission les rumeurs, seulement je voudrais vous raconter ce que j'ai entendu sur des Français et qui est d'une certaine gravité: c'est que j'ai entendu dire qu'avant avril 1994, des interahamwe ont reçu des entraînements militaires dans l'Akagera, dans le secteur opérationnel du Mutara. Ces interahamwe auraient été entraînés par des soldats français en collaboration avec des GP, ces GP dont je vous ai parlé, du Groupe de Sécurité de la Garde Présidentielle. Ça je l'ai bien entendu, c'est le major Habimana Donat surnommé L'aérien qui me l'a dit. Ces jours-ci, il vit au Congo dans les FDLR. C'est lui qui me l'a dit car à l'époque il était affecté à Gabiro avec le rôle de IS1, c'est-à-dire Chargé d'Administration dans le secteur opérationnel. En discutant, il m'a dit: "ces interahamwe dont on dit qu'ils ont reçu des entraînements, c'est vrai, moi je l'ai vu quand j'étais dans le Mutara, ils étaient entraînés par des Français et des GP. Je lui ai demandé: 'Quels GP?' Il m'a répondu que c'était ceux-là qui protégeaient Habyarimana, qu'il ne les connaissait pas mais que c'était des GP qui assuraient la protection de Habyarimana.

il a dit: « Je ne les connais pas mais ce sont ceux-là qui assuraient la protection de Habyarimana ». Au fait, puisque moi je faisais partie de la Garde Présidentielle à cette époque, moi je savais qu'il y avait des gardes présidentiels, ceux-là du groupe dont j'ai parlé. Ordinairement les ordres ils les recevaient exclusivement de Mpiranya en personne, personne d'autre ne leur donnait des instructions, personne d'autre ne les commandait, personne ne savait ce qu'ils faisaient sauf Mpiranya le commandant de la garde présidentielle; ceux-là c'étaient des GP de ce groupe qui étaient partis dans le Mutara former des soldats burundais qui devaient constituer la Garde Présidentielle de Ntaryamira. Ces Burundais sont allés au Mutara dans ce que j'ai appelé Secteur Opérationnel du Mutara et lorsque ce Major Donat Habimana m'en a parlé, je lui ai demandé s'il connaissait ces Burundais qui s'étaient rendus en entraînement dans le Mutara. Il m'a répondu que oui, il les connaissait et a poursuivi: "Penses-tu que distinguer les Burundais des Rwandais me serait un problème? Les interahamwe ce sont des Rwandais et les Burundais ce sont des Burundais, que ce soit des Burundais je les ai vus aux entraînements et des interahamwe je les ai vus également aux entraînements, formés par des Français". Je voulais donc vous souligner cela, parce que celui qui me l'a dit, c'est quelqu'un qui y était personnellement, il a dit qu'on prétendait que ces interahamwe qui recevaient des entraînements dans le Mutara étaient formés pour devenir des gardiens du parc mais que cela n'était pas vrai, c'était plutôt un subterfuge afin que la logistique déployée, les rations pour les nourrir, les médicaments pour les soigner, tout cela délivré par le secteur opérationnel, puissent trouver une justification. Mais, cette action je l'ai bien entendue de la bouche de ce Habimana Donat qui m'a affirmé que des interahamwe ont bénéficié des formations dans le parc de l'Akagera dispensées par ces Français en collaboration avec ce groupe dont je vous ai parlé, le Groupe de Sécurité et d'Intervention.

Question:...les Français...

Colonel Murenzi:... Non, cela il ne me l'a pas dit, ce que je sais est qu'il m'a dit que les Burundais eux étaient entraînés par ce Groupe de Sécurité et d'Intervention de la Garde Présidentielle. Pour moi c'est tout.

Une autre chose est que, comme je vous l'ai dit, je travaille dans ce qui était autrefois la préfecture de Cyangugu et que c'est là-bas qu'est déployée la brigade que je commande. Le peu de temps que je viens d'y passer, j'ai discuté avec diverses personnes, que ce soit des autorités de base, que ce soit de simples citoyens, tous m'ont raconté que les Français y étaient venus dans Turquoise. Moi je ne suis jamais allé jusque-là du temps de Turquoise, les Français qui étaient là dans Turquoise, il y en a qui sont allés ramener des femmes, il y a des Français qui sont allés chercher des femmes ou

des jeunes filles un peu partout et les amenaient de là où elles s'étaient réfugiées ou de la campagne, mais pour cela ils se faisaient assister par des Rwandais en leur demandant de leur amener des filles ; mais eux ils cherchaient des femmes avec lesquelles coucher, ces actes m'ont été rapportés, je ne connais pas les noms, mais il m'a été confié que ces actes ont eu lieu. Et je profite de cette occasion pour vous dire que si jamais la Commission trouve utile d'éclairer la vérité sur ça, vous êtes les bienvenus dans le secteur de ma brigade, et même si je ne suis pas là je vous aiderai de mon mieux, pour vous faciliter l'accès à tout lieu de l'ancienne préfecture de Cyangugu et ex-partie de la zone Turquoise où vous souhaitez vous rendre.

Moi j'ai pu un jour rencontrer un habitant de Nyamasheke et il m'a dit qu'il aurait un témoignage à vous confier, je lui ai donné mes coordonnées, il ne m'a pas appelé, mais je vais continuer à explorer la chose, car je pense qu'en plus de celui-là il y en a d'autres qui auraient des choses à raconter, surtout en rapport avec Turquoise là-bas dans Cyangugu.

Je pense que c'est tout concernant ce que j'ai entendu, et je pourrais alors aller à la conclusion. La conclusion est que, comme je l'ai dit, si j'ai insisté sur les actions de soldats français, c'est que les soldats de l'État français ont soutenu avant 1994 l'armée de l'État qui a préparé le génocide, a collaboré avec le gouvernement qui a succédé à ce dernier et a mis en œuvre le génocide, et même après ils ont poursuivi la collaboration et l'assistance avec cette ex-armée de ce gouvernement qui venait de partir en exil.

C'est cette assistance qui a été à l'origine de la naissance des infiltrés, et avant que je ne conclue, j'ai envie de dire qu'on devrait accorder toute son importance à ce fait. Car si le génocide a pris fin en 1994, et si ceux qui le perpétraient étaient chassés pour s'exiler hors du pays et que ceux qui les aidaient avant les y ont suivis pour continuer à les assister dans leurs opérations militaires, ceci est un fait grave qui signifierait peut-être qu'ils jugeaient ne pas avoir atteint complètement leur objectif planifié de parachever le génocide de ceux qu'ils avaient prévu d'exterminer. À mon entendement donc, leur implication dans le génocide est évidente, que ce soit avant 1994, que ce soit en 1994 même, et que ce soit après. Peut-être qu'il y aura un jour où ces gens-là finiront par reconnaître leur responsabilité et demanderont pardon aux Rwandais. Je vous remercie.

Le vice-président: Merci colonel Murenzi pour le témoignage que vous venez de nous livrer, un témoignage qui comporte beaucoup de détails, et un témoignage clair. Tout comme moi-même, je suis certain que mes collègues ont des questions à te poser, je voudrais commencer car j'en ai une seule à te poser maintenant.

Quand tu te trouvais à Kinshasa surtout en 2002, tu étais assez proche de l'État-major dirigé par le colonel Ntiwiragabo et c'est clair que c'est cet État-major qui semblait coordonner les opérations de guerre en collaboration avec Kabila et aussi avec toute sa coalition dont les Zimbabwéens, les Angolais, Soudanais, Tchadiens; et ce doit être cet État-major qui était chargé, je dirais, des relations avec les FDLR au Congo et ceux qui se trouvaient à l'extérieur du Congo surtout en France, mais aussi ceux qui se trouvaient en Amérique et en Allemagne. Je voudrais que tu nous racontes en bref comment cet État-major qui se trouvait au Congo coopérait avec ceux de l'extérieur. Comment les aides arrivaient de l'extérieur et de quelle nature étaient-elles? Si tu as des informations sur ces aides, que ce soient des aides provenant des individus ou celles des collectifs, nous voudrions que tu nous expliques clairement comment fonctionnait cet État-major, comment il coordonnait les opérations là-bas au Congo et même comment il coordonnait les contacts avec ceux de l'extérieur.

Le président de la Commission: Je voudrais moi aussi vous remercier- je ne sais pas si les autres l'ont fait- pour le témoignage que vous venez de nous transmettre, vous nous avez donné un excellent témoignage. Moi aussi j'ai de petites questions sinon des précisions à vous demander: Vous nous avez dit qu'au tout début de la guerre en octobre, vous êtes immédiatement parti pour le front. Mais très peu de temps avant l'éclatement de la guerre, auriez-vous entendu qu'il y a eu des

réunions avec des Français en vue de se préparer à cette attaque? Saviez-vous quelque chose sur cette attaque du 1er?

Autre chose: cette nuit du 4 où il y a eu des tirs, on entend dire qu'il s'agissait d'une mise en scène dans laquelle les Français ont également joué un rôle. En sauriez-vous quelque chose?

Mon autre question concerne l'aéroport de Kanombe mais je souhaite commencer par le 6 avril chez Habyarimana. On nous dit que les Français s'y trouvaient également. Comment était la situation cette nuit-là chez Habyarimana? Seriez-vous allé de ce côté-là? En sauriez-vous quelque chose? Ces Français, c'étaient qui?

Enfin j'en viens à une question sur l'aéroport de Kanombe. Depuis cette date du 6, il y a eu des avions qui y ont atterri venant de l'étranger, y compris celui-là d'Amaryllis, cette opération qui a consisté à évacuer les Français; mais moi je voudrais des informations sur les avions qui y atterrissaient, j'aimerais avoir des informations sur l'avion qui aurait transporté des GP qui sont allés massacrer à Butare, un gros avion; on dit que ce sont eux qui ont lancé les massacres à Butare autour du 20, après le fameux discours de Sindikubwabo à Butare. Je m'arrête à ces questions pour l'instant.

Le Secrétaire de la Commission: Merci. Moi aussi je remercie le colonel Murenzi pour son témoignage. Moi aussi j'ai une seule petite question : Vous nous avez dit que vous avez résidé à Nyakinama pour une formation, mais on a eu par ailleurs des informations qui disaient qu'à Nyakinama, parmi les gens

qui y ont reçu des formations, on comptait des militaires mais également des interahamwe, donc des civils qui ont été formés et ont bénéficié d'entraînements militaires. Est-ce que vous en savez quelque chose? Merci.

Le Président de la Commission: Je ne sais pas si vous ne pourriez pas déjà répondre à ces questions, mais moi j'ai encore une toute petite question à rajouter: quand vous êtes partis en exil, n'y a-t-il pas eu de soldats français qui sont partis avec vous à l'étranger? Ou alors vous les avez retrouvés là-bas? Nous savons qu'il y en avait qui étaient restés ici au pays, ceux-là qui étaient restés, par où sont-ils passés pour rentrer?

Colonel Murenzi: Merci Honorable Président. Je commencerai par la question que Afande Ngendahimana vient de me poser à propos de la collaboration de la direction du FDLR qui avait son siège à Kinshasa avec des gens de l'extérieur. C'est vrai, comme je vous l'ai dit, la direction du FDLR se trouvait à Kinshasa et avait à sa tête ces militaires dont je vous ai parlé, le colonel Ntiwiragabo secondé par LE colonel Renzaho, celui-là qui se trouve aujourd'hui à Arusha. Pour ce qui est de la collaboration avec les gens de l'extérieur, les premiers sont les réfugiés rwandais. Ces réfugiés rwandais, je les présenterais en deux parties: les premiers sont les réfugiés d'avant 1994, de 1994 et avant, la deuxième partie est constituée des réfugiés d'après 1994, c'est-à-dire qu'après la prise du pouvoir par le FPR dans ce pays, il y a des Rwandais qui ont fui tels que Mushayidi et d'autres.

Alors je vais commencer par cette première partie constituée par des réfugiés de 1994, les premiers que j'ai vu collaborer intensément avec le FDLR et qui lui ont par ailleurs apporté une aide (financière?), c'est la famille de Habyarimana. La famille de Habyarimana vit en France, sa femme vit en France. Je crois avoir vu par deux fois deux de ses enfants que je connaissais, Jean-Luc Habyarimana et une fille du nom de Marie-Rose Habyarimana. Eux ils venaient comme émissaires de leur mère et ils ne venaient pas seulement pour voir le FDLR, ils venaient aussi pour voir le président Kabila, pas Laurent Désiré mais Joseph Kabila. Joseph Kabila parce que les deux fois que j'ai dites, ils venaient voir le président du Congo, il les a reçus et même à l'hôtel où ils logeaient, l'ancien hôtel Intercontinental, à ma dernière connaissance il s'appelait Grand Hôtel, ils étaient protégés par la garde de Kabila, et il les a même reçus à la présidence. Tout le temps qu'ils venaient, il leur accordait une audience, ce dont ils ont parlé ça je ne le sais pas. Ils venaient aussi à notre lieu de travail, pour ceux qui connaissent Kinshasa, c'est à la maison Ma Campagne que nous avions

nos bureaux, qui était également l'habitation de Ntiwiragabo et des autres officiers. Les enfants de Habyarimana eux logeaient à l'hôtel. Ils nous disaient qu'ils venaient rencontrer Kabila sur son invitation et qu'ils lui apportaient un message de leur mère; ils venaient et s'entretenaient avec nous, puis retournaient à l'hôtel à l'approche de l'audience chez Kabila, où les gardes chargés de sa sécurité venaient les chercher et les emmenaient le voir. J'ignore quel message ils apportaient à Kabila mais ce que je peux vous dire c'est qu'ils étaient envoyés par leur mère et étaient reçus par Joseph Kabila. Avant sa mort, je n'avais jamais vu Laurent Désiré Kabila recevoir ces gens-là de chez Habyarimana, ces deux fois que je viens d'évoquer, ils étaient reçus par Kabila, Joseph Kabila. Ça c'est un.

Concernant d'autres Rwandais, et là je suis toujours sur cette partie d'avant 1994, je parlerais de Murwanashyaka, celui-là qui dirige aujourd'hui le FDLR. Lui n'était même pas réfugié car quand nous avons fui il était étudiant là-bas, mais je le place dans cette période puisque ce n'est pas en 1994 qu'il a quitté le pays. Murwanashyaka lui, je me souviens que quand il est venu la première fois, il m'a trouvé à Lubumbashi, il venait faire ce que nous appelions l'initiation à la vie militaire, c'est-à-dire apprendre, pour les cadres politiques civils du FDLR, les rudiments militaires de base, apprendre en résumé comment est constituée une armée, ça prenait une à deux semaines. Ce Murwanashyaka je l'ai même formé à Lubumbashi au lieu appelé camp Kimbembe pour ceux qui connaissent Lubumbashi; il venait d'Allemagne et nous a trouvés à Kinshasa d'où nous prîmes ensemble un vol pour Lubumbashi, c'est loin, c'est un vol de deux heures, c'est comme venir de Kinshasa à Kigali. Il nous a dit qu'il était envoyé par des réfugiés vivant en Allemagne et aussi en Union Européenne, pour voir si cette opposition qui était au Congo était une opposition sérieuse et c'est pour ça qu'il disait: "Je viens pour me rendre compte, malgré les négociations en cours,

à quel niveau militaire vous vous situez, quels entraînements vous faites pour que, au cas où les négociations ne marchent pas, vous ne soyez pas pris de court. C'est dans ce cadre qu'il a fait cette formation à l'initiation à la vie militaire. Parmi les différents réfugiés d'avant 94, je citerais le roi Kigeli. Kigeli V lui n'est jamais parvenu à rencontrer le FDRL. il est d'ailleurs venu avant la mort de Laurent Désiré Kabila, Laurent Désiré Kabila l'a reçu, le roi Kigeli a souhaité rencontrer aussi le FDLR, il l'a même sollicité, il l'a demandé à Ntiwiragabo et les autres, et ils dirent que Kigeli était un inyenzi comme les autres, qu'ils ne peuvent pas parler avec un inyenzi. Laurent Désiré Kabila en a même été fortement ulcéré, je ne l'ai pas entendu le dire mais j'ai entendu la réaction de ses émissaires, car ils sont venus et (ont rapporté que) Kabila a dit "Moi j'aide tous ceux qui combattent le FPR, le roi est venu, on s'est vus, il a voulu vous rencontrer et vous, vous avez répondu "avec nous c'est impossible, nous ne parlons pas à un inyenzi". Ils ont refusé et il est reparti, lui il l'avait reçu au Palais de Marbre. Kigeli est reparti, mais il avait cherché à rencontrer le FDLR et celui-ci a refusé. Là ce sont ceux d'avant 1994.

D'autres qui sont venus comprennent un certain Alexis Nshimiyimana qui vit en Autriche, lui aussi il est venu, il est venu dans le cadre du processus de Kamina, ce que l'on appelait Kamina, un processus de désarmement qui avait commencé dans le cadre de l'accord de Lusaka des Congolais. C'est là qu'il est venu. Kabila fils voulaient mentir à L'étranger (la communauté internationale) en lui donnant l'illusion du désarmement des interahamwe, parce que ceux qui négociaient lui disaient « les forces étrangères doivent partir pour que nous les Congolais, nous nous entendions entre nous-mêmes. Ceux étrangers qui soutiennent les deux parties en conflit doivent s'en aller ». Ces étrangers comprennent également des interahamwe. Ils disaient : « Les interahamwe, en plus de devoir s'en aller, il y a parmi eux ceux qui ont commis le génocide au Rwanda, tu dois les arrêter et les envoyer à Arusha et les autres qui n'ont pas participé au génocide, tu les envoies chez eux ou tu les mets ailleurs et le HCR trouvera où les établir. Tous les étrangers qui ont un rôle dans la guerre du Congo doivent s'en aller, c'est la seule solution pour terminer la guerre au Congo ». Mais là Kabila était coincé par ces génocidaires qui comptaient parmi ceux qui l'aidaient. C'est alors dans ce cadre que ces Vénuste-là venaient, Kabila avait mis en place une équipe dirigée par son ministre de la sécurité, Prince Kongolo (Mwenze?) qui collaborait avec cette personne qui était en charge de l'ANR du nom de Kazadi Nkembo (Kazadi Nyembo) et d'autres dont je ne me souviens pas, ce sont ceux-là qui travaillaient avec ces Vénuste; ils tenaient des réunions ensemble pour voir comment, vous avez entendu ce qui s'est passé un temps à Kamina avec des Rwandais qui sont venus de Kamina au Rwanda en visite, ils sont repartis pour rapporter aux autres la situation (au Rwanda). C'est dans ce processus que venaient ces réfugiés- c'était ça la question du Général- c'est dans ce

processus que venaient ces réfugiés, ces Vénuste. Il y en a eu d'autres qui venaient que je ne connaissais pas, à l'exception de celui-là, Alexis Nshimiyimana. Là c'est la partie de 94.

Après cela, viennent ceux qui ont fui le pays après 94. Celui que je connais qui est venu à Kinshasa est Kajeguhakwa. Kajeguhakwa est venu à Kinshasa pour rencontrer le FDLR dans le but d'instaurer un cadre de ce qu'ils appelaient la démocratie consensuelle. Ils disaient vouloir élaborer quelque chose pour combattre le FPR, mais ils voulaient d'abord s'entendre avec l'opposition de l'extérieur, celle de ceux qui existaient avant ainsi que celle de ceux qui avaient quitté le FPR. Arrivé à Kinshasa, lui a pu rencontrer les autorités du FDLR, je crois que celui qui allait le rencontrer le plus souvent était Nsengiyumva Rafiki Hyacinthe l'ancien ministre du MINITRAPE, MININFRA, il avait été directeur de cabinet du ministre PSD Gatabazi quand ce dernier était ministre, il est devenu ensuite ministre dans le gouvernement des Abatabazi; Nsengiyumva Rafiki Hyacinthe qu'on appelle surtout Muhindo John, c'est comme ça qu'on l'appelle au sein du FDLR, c'est lui qui organisait les négociations entre Kajeguhakwa et le FDLR, c'est lui qui était à la tête de la délégation de Kinshasa.

Question: ...

D7582/18

Colonel Murenzi: Les informations que moi j'ai sont...lorsque moi j'ai quitté Kinshasa lui il y résidait toujours, mais les nouvelles que j'ai est qu'il vit actuellement au Cameroun ou au Congo Brazzaville. Ceux-là ce sont les réfugiés de l'après 94. Mais Kajeguhakwa venait mandaté par d'autres personnes, il venait avec Mushayidi et d'autres, Mushayidi moi je ne le connais pas, mais ils parlaient beaucoup de Mushayidi, c'est de lui qu'ils parlaient le plus en ce temps-là où ils ont créé ce qui s'appelait Igihango, Alliance Igihango. Ce sont là les négociations qui ont eu lieu pour entre Kajeguhakwa et Hyacinthe et ceux qui étaient avec lui, ils voulaient créer une opposition extérieure commune ayant en vue de rassembler...mais les Mushayidi et les Kajeguhakwa- même si je n'ai pas assisté aux séances de négociations, les Hyacinthe nous le rapportaient à leur retour car on était...- disaient eux aussi qu'il y avait l'obstacle des génocidaires, ils disaient, "d'accord, nous pouvons collaborer avec les gens de l'opposition parce nous tous combattons le gouvernement de Kigali, par contre s'il y a des génocidaires, nous, ABCD bra ba (???), s'il y a (parmi vous) des génocidaires qu'ils se mettent préalablement à l'écart, et que nous soyons sûrs de discuter avec un FDLR assaini qui ne compte pas de génocidaires. Cela évidemment ne pouvait pas être possible car ceux qui en étaient à la tête étaient les Renzaho et Ntiwiragabo et cela soulevait un problème. C'est

la raison pour laquelle cela a traîné en longueur, car il y avait cet obstacle soulevé par l'Alliance Igihango. Également ces Alexis et ses collègues disaient : « De grâce, si nous voulons que notre résistance soit crédible, nous ne pouvons pas accepter de nous allier avec des génocidaires, peut-être que nous, nous ne pourrions pas les arrêter et les livrer à Arusha, mais qu'ils quittent le leadership (la direction) des FDLR ». Ntiwiragabo et les autres ont refusé et il y a eu blocage dans ces alliances, Alex et sa délégation venaient à Kinshasa, d'autres qui résidaient à Brazzaville pouvaient voyager et venir mener des discussions au quartier général où nous nous trouvions, mais ça n'a abouti à rien.

Question:...

Colonel Murenzi: Ntiwiragabo, je crois que ce sont eux, Ntiwiragabo se prénomme Aloys, cependant Afande qui était gendarme comme lui pourrait-il peut-être nous aider, ils ont par ailleurs vécu ensemble ici à Kacyiru.

Vice-Président: Moi je pensais que c'est Ntibiragabo, mais...

Colonel Murenzi: Mais lui aussi aimait utiliser...mais il aimait personnellement dire Ntiwiragaba, le prénom lui c'était Aloys, mais lui-même se présentait simplement comme Ntiwiragaba. Mais les gens eux disaient Ntiwiragabo. Peut-être que le vrai nom, les archives existent (peuvent le révéler), mais tel que je l'ai entendu à Kinshasa, des gens ont parlé de lui et il a répliqué en disant : "Mais il y a des gens qui ne connaissent même pas bien mon nom, je m'appelle Ntiwiragaba." Je pense que c'était ça la question qu'il m'a posée. Probablement qu'à un moment donné il est sorti du pays. Pour ce que j'ai dit concernant les relations de coopération avec les réfugiés, j'ai commencé par la famille de Habyarimana qui a envoyé différents émissaires, je sais que par deux fois elle a envoyé ses enfants qui sont venus et étaient accueillis par le FDLR qui les amenaient ensuite au président Kabila, Joseph Kabila à qui ils apportaient des messages; J'ignore en quoi ont consisté leurs échanges, je n'ai pas été à leur audience, mais ce que je sais bien est qu'il les a reçus par deux fois. Il y a diverses autres personnes que j'ai citées, il y a eu celui qui s'appelait Murwanashyaka, j'ai également dit que le roi Kigeli est venu et a cherché même à rencontrer le FDLR ce que celui-ci a refusé, j'ai également dit comment Kajeguhakwa et ses compagnons sont venus rencontrer le FDLR. Donc en réponse à votre question concernant les relations...il en existait de diverses, je n'ai pas évoqué les relations avec les réfugiés de tout près à Brazzaville, là il s'agissait juste de faire un petit saut de quelques minutes et ils se retrouvaient au Congo (Kinshasa)...là il n'y avait aucun problème.

Vice-Président: Merci je ne sais pas si peut-être cela tu ne l'as pas dit pendant mon absence, mais nous avons des informations comme quoi il existait des contacts entre Ntiwiragabo et les Français.

Des contacts peut-être discrets mais qui auraient existé. Tu n'aurais rien aperçu dans ce sens à Kinshasa quand tu y étais?

Colonel Murenzi: Merci Afande. Vraiment moi je n'ai vu aucun document de correspondance entre les FDLR et les Français ; sauf que peut-être vous avez dit discrets, discrets ça, l'officier de liaison parfois allait jusque chez Kabila au palais présidentiel; il ne pouvait pas se passer une semaine sans qu'il le reçoive.

Question:...

Colonel Murenzi: Non, sans qu'il reçoive Ntiwiragaba. Moi-même Kabila on se voyait avant qu'il ne devienne président, lorsqu'il était encore chef d'État-major des Forces Terrestres; on tenait ensemble des réunions de préparation des opérations à l'État-major des Forces Terrestres, mais dès qu'il devint président, la seule personne du FDLR qui allait le voir était le colonel Ntiwiragaba. Il le recevait environ une fois par semaine et s'il voyait ces militaires français là-bas ou s'ils avaient des contacts téléphoniques ou s'ils communiquaient par d'autres moyens, cela je ne le sais pas. Mais Kabila, dans sa guerre, pouvait peut-être utiliser les Français même en dehors du plan militaire, sur le plan diplomatique et politique d'autant plus que le gouvernement en place (au Rwanda) qui affrontait Kabila n'avait pas le soutien des Français. Cela m'étonnerait alors que ces contacts fussent officiels, et même s'ils l'étaient moi je ne les ai pas remarqués; seulement Ntiwiragaba pourrait avoir des contacts (avec les Français) au niveau de la présidence avec Kabila mais personnellement je n'en ai pas vu.

Je crois que c'était ça la question que m'a posé Afande.

Je pourrais peut-être ensuite aller à la question de l'honorable Président de la Commission concernant les réunions. Tout d'abord, la première question est de savoir s'il y a eu des réunions avant le 1/10/1990. Ce que je peux dire, c'est que habituellement dans l'Armée Rwandaise et la Gendarmerie Nationale il existait ce que l'on appelait réunions des commandants d'unités; je ne m'en rappelle pas la périodicité, mais les commandants d'unités ça voulait dire les commandants des bataillons ainsi que les officiers supérieurs qui constituaient l'État-major et ceux du MINADEF. Je n'ai participé à aucune de ces réunions car je n'étais pas commandant d'unité, j'étais commandant de compagnie. Mais quand nous fûmes attaqués en 1990, je me trouvais à Kanombe et j'ai vu que tous les officiers étaient surpris, cela les a surpris mais peut-être qu'à l'État-major c'était un secret, mais à ma connaissance il n'y a pas eu une seule réunion pour se préparer à l'attaque du 1/10/1990. Ça s'est réponse à la première question.

L'autre question concerne la nuit du 4 au 5 dont certains ont dit qu'il s'agissait d'une mascarade. Cela, je peux vous en parler comme quelqu'un qui était sur place. Moi je me trouvais personnellement à Kanombe en tant que commandant de compagnie, je me trouvais à l'aéroport

même avec ma compagnie; car nous sommes partis au Mutara, je suis arrivé à Gabiro le 03/10 au temps où les inkotanyi avaient chassé les soldats des frontières ainsi que ceux qui avaient été envoyés en intervention le 1er et le 2. Ils étaient tous en train de refluer et revenaient, alors dans la nuit du 3 au 4 nous sommes revenus et nous ne sommes même pas passés par Kayonza parce qu'on disait que les inkotanyi avaient débordé et pris Kayonza, nous sommes passés par Muhura, nous sommes venus et le matin du 4 nous sommes arrivés à Kanombe. Le commandant du camp Kanombe, c'était le colonel Bagosora. Bagosora a organisé une réunion dans la journée du 4 octobre, et il nous dit qu'ils avaient l'information comme quoi cette nuit les inkotanyi prendraient Kigali, la nuit du 4. ceux qui parlent de la nuit du 4, Bagosora, le colonel Bagosora, lors de la réunion qu'il a dirigée et à laquelle j'assistais, nous a dit que dans la nuit les inkotanyi allaient prendre Kigali et il donna des instructions aux commandants d'unités de se déployer aux points stratégiques de divers endroits de la capitale et d'autres qu'il pouvait contrôler, mais moi là où je suis allé en tant que commandant d'une compagnie du bataillon para-commando je me souviens, peut-être que j'aurais quelque chose aussi à dire à propos de ce que vous avez dit sur la possible présence des Français. Mais avant de parler des Français, je peux dire qu'il s'agissait bel et bien d'une mascarade. C'était une mascarade car, comme chef d'une compagnie qui commandait des soldats, nous y sommes arrivés la nuit; la nuit du 4 au 5 commençaient à arriver des militaires congolais (zaïrois),

la DSP de Mobutu, il y avait des Belges mais je ne me souviens pas d'avoir vu des Français, quand ils ont tiré cette nuit-là les Français n'étaient pas encore arrivés, ceux qui étaient déjà arrivés cette nuit c'était des avions congolais qui atterraient et amenaient des soldats congolais et ceux qui amenaient des Belges. À leur arrivée, les Belges se sont déployés à l'aéroport, les Congolais eux, certains qui arrivaient étaient conduits au FOTEK, il y avait un FOTEK à Kanombe, c'est là qu'ils se rendaient immédiatement, mais sur l'aéroport il restait les Belges. Il n'y avait pas de Français cette nuit-là. Les Français qui y étaient habituellement, c'était ceux-là de cette équipe que j'ai évoquée qui étaient dans le bataillon para, ils se trouvaient à Kanombe, nous on était déployés comme bataillon para-commando, moi je n'ai pas vu de Français à l'aéroport.

Quant à la mascarade, c'en était bien une; car les tirs qui ont retenti cette nuit-là, moi je les ai considérés comme le résultat d'une mise en scène, ou d'une inexpérience au combat. Nous avions tous été formés, les officiers comme les sous-officiers, mais aucun d'entre nous n'avait jamais fait la guerre, de plus, ils restaient stupéfiés par l'attaque que les inkotanyi avaient lancée au Mutara, mais la mise en scène aussi est possible. Parce que si le commandant du camp Kanombe, Bagosora, nous a dit que, d'après des nouvelles crédibles qu'ils ont, Kigali va être prise par les inkotanyi alors que nous nous venions de désertre le front à Gabiro avant même qu'ils n'y arrivent, on se demandait où serait cette force qui allait bientôt prendre la ville, la ville de Kigali. Mais lui il expliquait qu'il y avait eu des infiltrations avant l'entrée dans Kagitumba, que les gens étaient arrivés avec armes et munitions, qu'ils les avaient entreposées en ville mais que c'est cette nuit-là ils les sortiraient de leurs cachettes, car ils cheminaient en habits civils; et alors ils prendraient Kigali. C'est là que moi je me suis rendu compte qu'il s'agissait d'une mise en scène ; c'est que les tirs ont tonné toute la nuit et que le lendemain matin il n'y avait pas un seul corps visible d'un inkotanyi ni même celui d'un quelconque de nos militaires FAR. Aucun prisonnier. Je n'ai jamais entendu une guerre sans morts ni blessés... une guerre sans morts ni blessés n'existe pas. Les balles ont sifflé et le ciel est devenu rouge toute la nuit, et pourtant une autre chose qui confirme la parodie est que, au lever du jour, ils n'ont montré aucune trace de la retraite après son échec de cet ennemi dont ils disaient qu'il allait prendre Kigali. C'est la raison pour laquelle moi je dis qu'il s'agissait d'un montage. Au lever du jour nous sommes donc retournés à Kanombe, après le constat qu'il n'y avait pas d'ennemi et c'est après ça que nous, nous avons pris la direction de Ngarama pour aller combattre et poursuivre la guerre dans le Mutara.

Pour ce qui est des Français, je vous ai déjà dit que je n'ai pas vu de Français, les étrangers que j'y ai vus étaient des soldats congolais de la DSP de Mobutu ainsi que des soldats belges et même parmi ces Belges j'ai vu un commandant belge du nom de Dimortier qui m'avait fait passer le

brevet commando en Belgique. Je lui ai posé une question et il m'a répondu ; « Ce sont toujours les mêmes qui reviennent, c'est nous qui connaissons bien la région ». Nous sommes donc partis et nous les avons laissés là à Kanombe, et nous ne savons pas quand ils sont retournés chez eux.

J'en viens alors à la question que vous avez posée au sujet de la nuit du 6 lors de la mort de Habyarimana, s'il y avait des Français là où est tombé l'avion chez Habyarimana. Je commence par vous dire que moi je n'ai jamais été là-bas, moi à cette époque-là j'étais à Kimihurura. Je voudrais rappeler qu'en ce temps-là, là au CND était arrivé le bataillon du FPR.... En ma qualité de SDS3 chargé des renseignements militaires et des opérations, peut-être même que si je n'avais pas été positionné là, l'une de mes priorités aurait été d'observer l'ennemi en face. Dans l'armée, en tant que SDS3, tu dois observer l'ennemi qui est en face de toi et faire ton appréciation et la transmettre à ton chef en lui indiquant la stratégie à prendre. C'est à ça que j'étais alors occupé. Il était là le bataillon du FPR, il se trouvait au CND même avant la mort de Habyarimana. Ce lieu a été le théâtre de beaucoup d'actions politiques, dont les prestations de serment qui (étaient prévues et) n'ont pas eu lieu et le lendemain ça recommençait et tu voyais la tension aller grandissant et des grenades étaient jetées dans Kigali chaque nuit, et des tirs crépitaient; c'était un chaos effrayant, mais là-bas, cette nuit-là, moi je me trouvais à Kimihurura, je n'ai pas été à Kanombe là où l'avion avait chuté. D'habitude, la résidence de Kanombe était gardée par ces militaires dont je vous ai parlé, une compagnie de la GP était présente mais...

...ces militaires chargés de sa protection, ceux-là qu'on appelle Groupe de Sécurité et d'Intervention de la Garde Présidentielle étaient partis l'accueillir à l'aéroport, et lorsque l'avion a été abattu, le commandant les a appelés et leur a dit "l'avion vient d'être descendu, allez-y". Parce qu'il lui avait été dit que l'avion-là venait d'être abattu, l leur a dit donc "allez-y voir où il est tombé". Ils ne savaient même pas où c'était, ils ne savaient pas qu'il était tombé dans sa propre résidence. Ils s'y sont donc rendus accompagnés d'un lieutenant du nom de Mboneko, ce groupe qui était allé l'accueillir s'y est rendu et ils ont appelé par radiocommunication. J'avais une radio et tous ceux qui disposaient d'une radio pouvait entendre; et ils ont dit que "c'est bien cet avion, il a été abattu et tous les occupants ont été tués, et il est tombé dans sa résidence". Il y avait donc là les soldats qui gardaient habituellement la résidence, ainsi que ceux-là, les Français, même si je n'y suis pas arrivé ce fils Jean-Luc Habyarimana lorsqu'il est venu à Kinshasa avec sa sœur m'a dit que des Français s'étaient également rendus là-bas.

Les Français vivaient dans le bataillon para-commando, ce groupe dont je vous ai dit qu'il était commandé par le lieutenant colonel Grégoire de St-Quentin. Il y avait les coopérants français, car ceux qui étaient rentrés c'étaient ceux-là qui étaient venus pour participer à la guerre, qui étaient venus pour combattre, mais ceux de la coopération eux étaient restés. Eux se trouvaient déjà sur les lieux, ils étaient arrivés sur les lieux de la chute, à sa résidence. Ces Français du bataillon para-commando y sont arrivés accompagnés d'autres militaires du bataillon que je ne connais pas ou peut-être s'agissait-il de ceux du camp Kanombe, pour voir où l'avion s'était écrasé.

Question: Et tu nous as aussi dit qu'en ce moment-là ils étaient ensemble là-bas, lui aussi y compris?

Réponse: Lui il y était.

Question: Lui aussi (le lieutenant-colonel de St-Quentin?) était avec eux ?

Réponse: Quand l'avion est tombé, Jean Luc était en vacances ainsi que sa sœur du nom de Marie-Merci, il existe même des photos qu'il a prises. Pour ceux qui ont lu le livre de Charles Onana, toutes ces photos qui y figurent, c'est lui qui les a prises.

Question: C'est lui ou ce sont ces Français?

Réponse: Ces photos dans le livre d'Onana, c'est Jean-Luc qui les a prises. À Kinshasa je lui ai posé la question sur ces photos publiées dans le livre d'Onana. Je lui ai demandé: « Ton papa, moi je n'ai pas vu son corps. Ces photos, je croyais que c'était les Français qui les avaient prises, je pensais que c'étaient eux qui possédaient les moyens de prendre des photos », et il m'a répondu : « Non, c'est moi. Quand l'avion a été abattu, j'étais en vacances, je me trouvais près de la piscine et

je suis parti prendre les photos. Et lorsque Charles Onana a voulu écrire son livre, il me les a demandées et je les lui ai données ». C'est d'ailleurs lui qui m'a dit que cette nuit-même, tout de suite après la chute de l'avion, sont venus des soldats qui se trouvaient au camp Kanombe accompagnés de ces militaires français car c'est là qu'eux aussi habitaient, ceux-là parmi lesquels le lieutenant-colonel de St-Quentin, ces Français eux aussi y sont venus, cela on me l'a dit.

Question:...

Réponse: Honorable Président, je l'ai déjà dit, normalement c'était une équipe composée de 4-5 individus, mais c'est lui qui le (le CRAP?) commandait, il était commandé par des officiers et comprenait bien d'autres, deux ou trois sous-officiers français. C'étaient eux qui donnaient des entraînements à ces para commandos, c'étaient ceux-là dont alors m'a parlé Jean-Luc en me racontant comment ils étaient arrivés sur place cette nuit-là. Peut-être, tant qu'on y est encore, je peux informer la Commission que ce que l'on dit que l'avion n'avait pas de boîte noire, cet avion avait une boîte noire, oui. Je ne connais pas celui qui l'a enlevée, mais ce que je vous dirais, lorsque l'avion est tombé,

Ntiwiragaba ne se trouvait pas ici au pays, mais il était G2 de l'Armée Rwandaise; lorsqu'il est revenu, c'est lui qui a pris la boîte noire et l'a amené à Mobutu, il me l'a dit lui-même quand nous étions à Kinshasa, moi-même je ne le savais pas. Il disait : "Cette boîte noire dont les gens parlent, c'est moi-même qui l'ai apportée personnellement à Mobutu". Mais qu'est-ce qui l'a retirée des décombres de l'avion? Il ne me l'a pas dit, seulement il m'a dit que c'est lui qui l'a amené à Mobutu, je ne sais pas si ce sont les Français qui l'ont retirée de l'avion et la lui ont confiée, je ne sais pas comment il l'a eue, mais il m'a dit qu'il l'a prise et l'a amenée à Mobutu.

Question: Ntiwiragaba, où se trouve-t-il actuellement?

Réponse: Ntiwiragabo, s'il n'est pas au Soudan il est à Brazzaville, puisque lorsque Renzaho a été arrêté, lui il est parti en clandestinité, il est parti dans Kinshasa puis a traversé la frontière pour Brazzaville, je ne sais pas s'il y est toujours ou s'il a continué au Soudan...

Question: Toi tu étais où en ce temps-là ?

Réponse: Renzaho et lui (Ntiwiragabo) sont venus chez Kabila, Laurent-Désiré Kabila, en provenance du Soudan, et s'il a pu s'échapper de Kinshasa, ça doit être encore grâce à l'aide des Soudanais, car même à la mort de Laurent-Désiré Kabila, ils sont venus le chercher où nous vivions et sont allés le mettre à l'abri dans l'ambassade du Soudan. Un général attaché militaire du Soudan à Kinshasa est venu le chercher et l'a emmené le cacher dans l'ambassade du Soudan, il l'a ramené quand la situation est retournée à la normale, nous-mêmes ne savions pas où il était. Ça m'étonnerait alors s'il n'est pas au Soudan, ou à Brazzaville, car c'est par ce lieu qu'il est passé en allant rejoindre Nyampame avec qui par ailleurs il a fait l'École d'Officiers. Il se pourrait qu'il se cache encore là-bas ou alors il serait retourné au Soudan d'où il était venu, je pense qu'il se trouve dans l'un ou l'autre de ces deux pays, c'est par là qu'il pourrait être recherché.

L'autre question c'était si je m'y étais rendu, non j ne m'y suis pas rendu cette nuit-là, je suis arrivé à Kanombe au mois de mai ou de juin, et à l'aéroport vous avez dit que des avions y avaient atterri en ce temps-là, à ça j'ai répondu, ou plutôt non je n'en ai rien dit, mais ce que je peux dire à propos de ces avions, c'est que, après la chute de l'avion de Habyarimana, ce lieutenant Mboneko dont je vous ai parlé qui était parti pour accueillir Habyarimana à l'aéroport pour le ramener chez lui à son retour de Dar-es-Salam, lui il a appelé et a dit « l'avion vient de tomber », mais cet avion était suivi par un autre qui continue de tourner dans les airs ».

Question: Ce n'était pas le seul avion ?

Réponse: L'avion de Habyarimana a été abattu par un tir et il s'est écrasé, et Mboneko a fait rapport au commandant de la Garde Présidentielle en lui disant: « l'avion vient de tomber mais il y a un autre avion dans les airs qui le suivait et qui tourne dans les airs au-dessus de l'aéroport », puis par après il a dit: « l'avion-là a fait des tours dans les airs mais finalement il est reparti sans atterri ». Pour les autres avions qui ont suivi, il n'y a pas eu de rapport à ce propos, je n'en connais pas, vous avez évoqué un avion qui a emmené des GP pour tuer à Butare, celui-là je n'en sais rien, puisque la date que vous avez dite, le 20? le 20 de quel mois? Je ne me rappelle pas bien si même les inkotanyi ne seraient pas, je ne me rappelle pas la date à laquelle ils ont capturé Kanombe, ça m'étonnerait qu'il aurait pu y avoir encore des avions qui eussent pu atterrir à Kanombe, celui qu'ils auraient pris alors ils l'auraient pris ailleurs.

Question:...

Réponse: Même si les Inkotanyi n'avaient pas encore pris l'aéroport, aucun avion ne pouvait y atterrir, à cause des combats qui se déroulaient dans les quartiers de Remera et de Sonatubes; moi je combattais à Kimihurura, il y avait des combats, je ne sais pas si à cette date...

Question:...

Réponse: Le 30 avril, lorsqu'ils partaient pour le Burundi.

Question: Ils sont partis au Burundi alors que c'étaient des gens qui se trouvaient dans l'ambassade de France, parmi lesquels figuraient tous ces individus-là, et l'avion a atterri à Bujumbura?

Réponse: C'est cela que je disais, Honorable Président. Comme moi je combattais à Kimihurura, je ne connais pas bien les dates. Mais ce que je peux dire sur l'après 6, par exemple la famille de Habyarimana a été évacuée par les Français, ça je l'ai appris de Jean-Luc lorsqu'on s'est vus à Kinshasa, et je lui ai demandé comment ils étaient partis. D'accord, peu avant leur départ ça je l'ai entendu sur les radiocommunications, mais je lui ai demandé: "Comment avez-vous quitté votre résidence de Kanombe alors que nous nous battions?". Ils sont partis le 11 ou le 9, le 9 ou le 11, quoi qu'il en soit c'est après le 7, et il m'a répondu "on a été pris en charge par des soldats français venus de Bangui". Un avion français est venu de Bangui pour chercher la famille Habyarimana, il était envoyé par l'État français, en mission spéciale pour évacuer la famille Habyarimana. Il a dit "C'est là que nous avons quitté Kanombe et sommes allés à Bangui, nous avons d'ailleurs fait un transit dans leur base à Bangui". Ce qui veut dire que c'est ça le dernier vol dont il m'a parlé, mais je ne me rappelle pas bien les dates de la prise de l'aéroport, ni non plus les dates où les avions ont cessé d'y atterrir, car les combats, nous on les a commencés ici à Kimihurura avant tout le monde, les militaires du camp Kigali entendaient des tirs mais ne savaient pas que c'était la guerre. Car ces tueries dont je vous ai parlé qui étaient perpétrées par ce groupe ont eu lieu dans l'avant-midi et les inkotanyi sont sortis du CND, je ne me rappelle pas la date, mais c'était vers 12h, 13h. (Les uns) se rendirent directement au stade Amahoro et (d'autres) sont venus attaquer Kimihurura et nous nous sommes battus avec eux. Depuis ce moment-là, on a combattu et moi, participant aux combats, étant sous le feu, je ne pouvais pas bien suivre et savoir ce qui se passait ailleurs, surtout que je n'étais pas le commandant des opérations. Dans le cadre militaire, il y a des communications qui te sont accessibles et d'autres auxquelles tu n'as pas accès. Par exemple le commandant d'unité lui pouvait communiquer avec le commandant de secteur de cette ville qui était le colonel Muberuka, il se trouvait dans le réseau, il y avait les réseaux des commandants de quartiers, ce qui s'appelait quartiers, dans le quartier de la ville il y avait des secteurs d'opérations civiles, op civiles, commandés par Muberuka. Les commandants des différents bataillons avaient leur propre réseau radio, nous on était dans le réseau de notre unité de la Garde Présidentielle, je ne pouvais donc pas

suivre pour savoir ce qui se passait à Rebero alors qu'il y avait une autre unité, sauf de suivre à l'œil les balles; cela n'était pas possible d'autant plus qu'en ce moment-là les combats s'y déroulaient chaque jour, de jour et de nuit. Mais cet avion que vous avez évoqué qui a transporté des GP partis pour massacrer à Butare, je n'en suis pas au courant. Cependant à Butare également il y avait des GP, je ne sais alors pas s'ils auraient demandé des renforts pour y envoyer d'autres les aider à tuer, mais à Butare il y en avait qui protégeaient le petit-frère de Habyarimana, le docteur Séraphin Bararengana. Je ne me rappelle pas du nombre mais il avait des escortes de GP qui vivaient là, ils étaient relevés régulièrement dans le cadre de la relève, les uns y allaient les autres en revenaient, il se peut donc que les gens tués à Butare, si l'on parle de l'implication des GP, les gens tués l'auraient été par ces GP qui protégeaient le docteur Séraphin, ou alors ils seraient venus d'ailleurs car il s'en trouvait aussi à Gisenyi, il s'en trouvait à Gasiza, il y en avait ici au village Urugwiro à la présidence, il y en avait qui étaient au Kiyovu, ils pouvaient partir de tout autre endroit et même l'avion, vous ne m'avez pas dit quel type c'était, ça pouvait être un avion ou un hélicoptère.

Question: Dans les informations, on dit que ce sont des avions qui y ont atterri...

Réponse: Un gros avion, je ne sais pas, je ne connais pas quel type.

Question: Tu vois, les gens arrivaient de Butare, Gisenyi...avion...

Réponse: C'est ce que moi aussi j'allais vous dire.

Question: Il y a eu deux avions qui y ont atterri, le premier est celui du 20, un autre s'y est posé plus tard, du temps de la zone Turquoise.

Réponse: Un des Français? Ça peut être possible, je ne sais pas.

Question: On dit alors qu'ils se ressemblaient presque.

Réponse: Franchement, ces mouvements d'avions, peut-être que je rechercherais de mon côté l'information parce que je ne sais pas s'il y a des gens, on pourrait chercher ces personnes qui étaient dans l'ESCAVI et leur demander s'ils ont fait des mouvements. Leurs avions étaient là car, lorsque nous étions en train de fuir, les hélicoptères qui leur restaient, ils les avaient emmenés en sécurité, je les ai vus à Gisenyi en train de transporter Sindikubwabo et d'autres politiciens qui partaient pour l'exil. Sinon, un avion à cette (date?), je n'en connais pas, mais je pourrais continuer à chercher des informations à ce propos, et si j'en trouve je vous les transmettrai.

Il y a une question que Madame m'a posée sur le fait que je ne dis pas que j'ai bénéficié d'une formation à Nyakinama. Ici c'est plutôt une précision que je devrais apporter: il s'agit ici d'une formation que j'ai eue quand je suis devenu officier de RDF, ce n'est pas une formation que j'ai reçue quand je faisais encore partie des FAR ou quand je faisais partie des infiltrés. Il faut les distinguer car cette formation dont j'ai bénéficié, j'ai clairement expliqué que je venais d'être intégré dans les RDF, j'allais faire le cours appelé *gredisli* (Grade Three?) et même que je l'ai suivi avec Afande (ici présent). Alors il faut les distinguer, la formation je ne l'ai pas faite à l'époque où j'étais encore dans les FAR. Mais la question que vous me posez, à savoir si j'y avais vu des civils eux aussi en formation, je crois que les civils qui y auraient reçu une formation...était-ce durant la guerre? Ou avant celle-ci? Sur cela je n'ai pas d'information, mais, il n'y aurait rien d'étonnant, là c'était dans le secteur opérationnel de Ruhengeri et durant la guerre la garde civile a reçu des entraînements un peu partout dans les secteurs de combats, des civils ont pu recevoir des entraînements à Nyakinama tout comme ils ont pu en recevoir ailleurs; et peut-être aussi qu'ils auraient pu être entraînés même avant la guerre car des Français étaient par là-bas, les informations que j'ai, c'est que dans Nyakinama se trouvaient les Français du DAMI, il se pourrait qu'ils y aient entraîné ou pas des gens, peut-être des recrues qui voulaient entrer dans l'armée rwandaise ou FAR qui peuvent y avoir reçu des entraînements de la part de ces Français ou alors de la part des

militaires des FAR. Cependant je ne dispose pas d'informations là-dessus, ma formation là-bas s'est déroulée en 2004, je n'y ai alors pas vu de civils y recevoir des entraînements.

Je ne sais pas si j'aurais sauté une question qui m'a été posée ou si j'aurais mal répondu à l'une ou l'autre.

Question: ...

Réponse: Merci beaucoup. Lors de notre départ, moi personnellement je ne suis pas parti avec des Français. Les militaires, gendarmes et interahamwe qui se battaient dans toutes les directions, nous avons quitté Kigali, nous sommes tous sortis de Kigali, sommes passés par Nzove et sommes allés à Gisenyi, aucun Français n'était avec nous.

Question: ...ceux-là qui étaient restés et qui étaient des coopérants et tous ces autres-là, par où sont-ils sortis (de Kigali)?

Réponse: Même si durant la guerre je combattais, je n'ai entendu ça qu'à mon arrivée hors du Rwanda: les Français ont organisé une opération d'évacuation de leurs soldats, de même que de leurs ressortissants et d'autres qui travaillaient dans le cadre de leur coopération avec le Rwanda. En dehors de celle que j'ai évoquée concernant l'évacuation de la famille Habyarimana, il y a eu une autre opération qui a consisté à évacuer les Blancs qui se trouvaient dans tous les coins du pays, ce n'était pas uniquement des Français, vous savez, ne vous leurrez pas, les blancs ne nous aiment guère, les étrangers ne nous aiment pas, eux ils ont toujours prévu à l'avance la façon de sortir leurs ressortissants si une situation délicate se présente, leurs plans d'opération sont toujours prêts dans leurs tiroirs; ils les sortent comme ça, par exemple s'il s'agit du commandant Murenzi ou un autre, ils lui disent "Mets le plan en marche, tu as tels et tels moyens, fait sortir nos gens qui sont là-bas où il se déroule une guerre". Cette opération a donc bien eu lieu, même si je n'ai pas de détails là-dessus. Mais aussi d'autres étrangers qui se trouvaient dans Kigali, il y a eu différentes façons de les évacuer après la mort de Habyarimana : il y en a qui sont passés par l'aéroport, il y en a qui sont passés par les routes. Des opérations d'évacuation ont eu lieu, mais pour celle-là de la famille Habyarimana, Jean-Luc m'a dit qu'il s'agissait d'un avion spécial, un avion venu de Bangui évacuer la famille du président Habyarimana seule.

Question (Dr Bizimana): Merci Président; je voudrais moi aussi remercier le Colonel Murenzi pour son témoignage de qualité et visiblement complet. C'est seulement trois courtes questions.

Pour la première, je me base sur le témoignage que j'ai entendu dans un procès qui a eu lieu à Arusha, mettant ensemble en cause Ndindiriyimana, Bizimungu et Nzuwonemeye. Il y avait un témoin qui n'a pas été nommé mais qu'ils ont appelé DA. En date du 13/1/2005, il a dit que lui était un ancien militaire des para-commandos à Kanombe. Il a parlé à propos des entraînements des interahamwe, et alors il a affirmé qu'il les a vus être entraînés par des Français à Gabiro mais en plus il ajouta que, fin 93, il a vu leurs entraînements qui se déroulaient dans le camp GP, en fin 93. En saurais-tu quelque? Ces entraînements auraient eu lieu dans le camp GP à Kigali, fin 93 leur dispensés par des Français? Ça c'est la première question.

Pour la deuxième question, le Président l'a évoquée mais je souhaite là-dessus une petite explication. De façon évidente, il y a des informations qui disent qu'à Goma, début 95, il y a des armes qui sont arrivées en provenance de France, mais sur les caisses qui les contenaient il était marqué que c'étaient des médicaments destinés aux réfugiés. Saurais-tu quelque chose sur ces armes qui seraient venues de France et qui ont été livrées à Goma en prétendant que c'était des médicaments?

La dernière question, toujours sur les armes: il y a d'autres informations qui révèlent qu'entre le 8 et le 9/04/94, trois avions français qui transportaient des armes ont atterri à Kanombe, cela est affirmé par le colonel Marchal qui était dans la MINUAR. Je voudrais savoir si toi tu aurais appris quelque chose concernant ces armes qui ont pu être livrées cette nuit-là du 8 au 9/4/94.

Question (Prof José Kagabo): Moi aussi je me joins à ceux qui vous ont remercié; j'ai continué à suivre attentivement le témoignage du colonel Murenzi et j'ai compris qu'il contient beaucoup d'explications. Moi j'ai une unique question et elle rejoint celle posée par Damascène. C'est une question sur les armes pour cette période dont il a parlé. et pour mieux expliciter la chose, on raconte que le premier avion venu évacuer des gens dont des Rwandais, que cet avion serait venu avec un chargement d'armes qui auraient été déchargées à l'aéroport par des militaires rwandais, pour ensuite être emportées dans le camp Kanombe. Je voudrais que, au cas où tu en aurais appris quelque chose, tu nous dises de manière un peu plus articulée ce que tu en sais.

Une autre chose sur les armes. Je voudrais que tu nous dises, au cas où tu le saurais: il se raconte qu'au milieu du mois de mai, d'autres armes auraient été données par les Français aux ex-Forces Armées Rwandaises

mais cette fois-ci en passant par Goma, sauf qu'il serait possible qu'il y ait une relation avec ce que disait Bizimana.

Question:(Commissaire Rugira): Merci, moi aussi je félicite le colonel Murenzi pour son témoignage clair, bien construit et qu'on comprend qu'il est complet. Moi ce que je vous demande, c'est une sorte d'éclaircissement concernant la responsabilité des Français. Il dit (le témoin) que d'après lui, en vérité il voit que cette responsabilité dans ce génocide existe, mais il ajoute qu'il existait aussi une coopération militaire; alors peut-être en raisonnement militaire vous nous aideriez à bien comprendre car même des Français et une partie des gens disent souvent que quoi qu'il en soit il existait une coopération militaire et que si ton contrat stipule que vous poursuivrez militairement cette coopération jusque peut-être à sa défaite (à sa victoire?) ou qu'alors cela ne marche plus (la défaite?). J'aimerais que nous départagions cette responsabilité, vous pourriez nous dire "moi je vois cette responsabilité dans le cadre de la coopération de telle façon que l'on pourrait départager et dire que peut-être cette responsabilité visible est normale, reste dans les limites de la coopération, ou a franchi les limites de telle manière. Merci.

Le Président de la Commission: il y a une petite question que moi aussi je continue de me poser: cette opération insecticide dont vous avez dit qu'elle a eu lieu et que ce ne sont pas des infiltrés qui l'ont initiée, donc que ce sont les Français qui ont aidé à la mettre en place,. Au temps où ils t'ont dit que cette opération a commencé, quelles genre d'armes utilisaient-ils?

Quelle était leur provenance? Tu comprends si ce sont les Français qui ont initié l'opération puis sont partis de l'autre côté où ils ont continué à la superviser, nous voudrions comprendre d'où venaient les armes, les matériels (qui servaient dans cette opération). Nous voudrions savoir s'ils ont continué à accompagner l'opération et jusqu'où?

Autre petite chose que je voudrais vous demander vraiment c'est, parmi ces gens qui se trouvaient à l'aéroport, cette ESCAVI que tu as évoquée, est-ce qu'on peut savoir où retrouver leurs archives? Où se trouvait leur base opérationnelle? Où étaient-ils établis exactement à Kanombe?

La toute dernière petite question correspond à celle qu'il (?) a posée: vous qui suiviez tous ces faits depuis le début, vous êtes l'un des quelques-uns qui nous ont parlé de l'avant 90, de 90, de 94 et même de l'après, vous avez un témoignage vraiment intéressant. D'après vous, quelle est la rôle de la France dans la planification et l'exécution (du génocide)?

Colonel Murenzi: D'accord. S'il y a une autre question vous me la poserez après que j'aie répondu à celles-ci, c'est sans problème. Merci. Je voudrais commencer par les questions du Le commissaire Damascène. Il m'a parlé d'un témoin qui est à Arusha, qui a dit que vers fin 93 il y a aurait eu des entraînements dans le camp GP de Kimihurura, et vous m'avez dit que ce témoin était du camp Kanombe; je ne sais pas s'il a dit rapporter ce qu'on lui a raconté ou ce qu'il a personnellement vu.

Dr Bizimana: Ce qu'il a vu.

Colonel Murenzi: Ce que je peux dire, c'est que vers la fin de cette année-là, j'y étais en qualité de SDS3, c'est-à-dire que j'avais en charge le renseignement militaire et les opérations militaires. S'il y a eu des entraînements militaires fin 1993, c'est que c'était après la signature des accords d'Arusha le 4 août. Lorsqu'il dit que des entraînements militaires y ont eu lieu, ils y ont été effectués oui, car pour ce qui est d'Arusha, quand tu dis 1993, je pourrais comprendre que les inkotanyi étaient déjà arrivés au CND ou qu'ils n'y étaient pas encore venus, je comprends néanmoins que fin 1993 l'Accord avait déjà été signé. Ces soldats qui faisaient des exercices après sa signature, ce sont ces militaires dont j'ai parlé qui étaient dans le groupe qui faisait l'entraînement appelé tir au pistolet.

Question: Lui parle des interahamwe, distinguons-les.

Colonel Murenzi: Justement j'explique les exercices militaires en tant que personne qui était chargée des entraînements et des opérations militaires. Ce que moi je dis qui s'y est passé, les entraînements qui s'y déroulaient étaient ceux des exercices de tir qui étaient effectués par les militaires de ce groupe. Il y avait là-bas un champ de tir, il y avait un champ de tir au pistolet situé en bas dans le bois, en dessous du terrain (de football?), je ne sais pas si tu vois où ce terrain est construit, c'est là en bas qu'ils allaient s'exercer au tir au pistolet. Je me rappelle qu'en ce temps-là des instructions ont été données stipulant qu'il fallait cesser d'y effectuer des tirs, et même la première ministre Agathe qui exerçait là-bas à la Primature a envoyé un messenger pour dire au commandant de la GP qu'on ne voulait plus entendre ces tirs en ville. Ces exercices ont été stoppés immédiatement, mais ce que je sais en tant que quelqu'un qui était SDS3, c'est qu'une fois j'ai vu un civil venir à ce champ de tir s'y entraîner au tir muni d'un pistolet que je ne connaissais même pas, accompagné par le Major Mpiranya. Je l'ai bien vu en train de tirer avec son pistolet au champ de tir mais je ne sais pas qui c'était. Un interahamwe ? Je ne sais pas combien de fois il est venu mais je l'ai vu, il venait, il est venu et il a tiré, il était habillé en civil, peut-être était-ce un militaire d'ailleurs que je ne connaissais pas, en tous cas il n'était pas du camp de Kimihurura, car je connaissais tout le monde au camp GP. Celui-là est allé faire du tir au pistolet en bas là-bas, sinon les autres entraînements que je connais sont ceux de ce groupe de militaires, et des soldats ordinaires de la Garde Présidentielle n'ont pas effectué d'autres exercices avec lui, alors s'il s'agit de celui-là, c'est possible, c'était peut-être un interahamwe, je vous dis que je ne le connaissais pas, je le voyais arriver dans sa voiture, il se rendait au champ de tir, tirait avec son pistolet, après il repartait avec Mpiranya mais je ne sais pas qui c'était.

L'autre question qu'il a posée concerne Goma. Il a dit qu'au début de l'année 95, des armes sont arrivées à Goma dans leurs containers et qu'on présentait comme des médicaments destinés aux réfugiés. Ces histoires d'armes moi (je n'en sais rien). Moi, comme résidant à Goma, car je vivais dans le camp du Lac vert, c'était Lac vert mais c'était pareil que Mugunga, mais ce que je sais, à moins que ces armes une fois arrivées auraient été saisies, néanmoins les gens en parlaient, même les réfugiés en parlaient, ils exultaient disant avec excitation que leurs armes étaient arrivées, que désormais ils avaient des armes. Mais en 1996 lors du démantèlement des camps, les soldats de Mobutu dans leur débandade se débarrassaient de leurs armes que nous ramassions, également certains jeunes gens de Mugunga se rendaient au camp Katindo déserté (par les soldats zaïrois) et s'approvisionnaient en armes et munitions et revenaient avec. Et ces infiltrés qui faisaient l'opération insecticide, les fusils et les cartouches qu'ils amenaient au Rwanda, ils les achetaient

aux militaires de Mobutu; ils achetaient aussi les munitions. Il y avait également les armes que les Congolais nous avaient confisquées à la frontière, aussi certains avaient réussi à rentrer avec des armes et des munitions dans les camps, mais également la direction de l'État-major de Bizimungu allait en acheter aux soldats de Mobutu dans leurs camps, par exemple si c'était un S4 chargé du stock (armurerie), il lui donnait des balles et des fusils. Mais ces armes dont on parle, moi je n'en sais rien. Cependant, lors du démantèlement des camps, on a reçu des fusils SAR80 tout neufs mais en faible quantité et les gens disaient qu'ils les avaient pris dans le stock du camp militaires de Katindo.

Question : ...

Colonel Murenzi: Quand les Inkotanyi franchissaient la frontière.

Question: Ces armes neuves provenaient d'où selon ce que vous entendiez dire?

Colonel Murenzi: Ceux qui les avaient ont révélé les avoir pris dans l'armurerie du camp Katindo déserté par les soldats de Mobutu et qu'ils les y ont trouvées en la visitant. Et s'il y a eu une autre livraison ça je n'en sais rien, Afande pourrait peut-être me compléter, cependant ces armes-médicaments moi aussi j'en ai entendu parler quand les réfugiés disaient avec enthousiasme qu'ils venaient de recevoir une livraison d'armes, mais moi, c'est lors de la destruction

des camps que je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas d'autres armes, car les gens ont cherché des armes pour combattre et ils n'en ont pas trouvées.

Question: Les Français dans la zone Turquoise de Cyangugu et ailleurs confisquaient les fusils et en faisaient des tas, savez-vous où ensuite elles partaient? Ils se trouvaient là (en zone Turquoise?), ensuite ils se rendaient à Goma, ils se rendaient à Bukavu, ils allaient là-bas dans leurs réunions...Canovas et tous les autres...tu comprends que...ces armes à feu qu'ils retiraient aux gens à Rusizi et ailleurs, où sont-elles allées?

Colonel Murenzi: Honorable Président, étant donné que moi je ne suis pas passé par cet axe, je ne peux que rapporter ce que j'ai entendu dire. Il est vrai que les Français qui se trouvaient dans la Zone Humanitaire Sûre dans le cadre de l'opération Turquoise recherchaient tout ce qui était armes à feu, et les confisquaient à n'importe quel individu qui en portait. Mais où ils les mettaient, s'ils les gardaient pour eux, s'ils les brûlaient ou les redistribuaient plus tard, ça je l'ignore. Seulement ce que je sais est que les ex-FAR qui étaient stationnés à Bukavu avec Kabirigi eux aussi ont participé à l'Opération Insecticide dans cette zone de Cyangugu soit après un détour par le Burundi, soit après une traversée directe de la rivière Rusizi ou du lac Kivu, mais eux aussi les armes et les munitions ils les achetaient, ils les achetaient aux FAZ affamés. C'était des soldats qui ne touchaient pas de solde, ceux qui étaient en charge des stocks vendaient les armes et munitions qui avaient été confisquées aux gens (réfugiés?) et qu'ils avaient conservées; c'est cela les informations que j'ai, quant aux armes que les Français ont prises aux gens, je ne connais pas leur destination, je n'ai pas su quelle a été leur destination.

J'en étais encore à la question qui m'a été posée par le Commissaire Damascène, sur celle-ci concernant les armes à Goma. J'en ai parlé. Peut-être que je devrais passer à l'autre question que vous m'avez posée concernant les dates entre le 8 et le 9 avril. Vous dites que des avions des Français ont atterri à Kanombe chargés d'armes. Ce que je peux vous dire est que, à partir du 7 après la mort de Habyarimana, les combats ont démarré, que ce soit ici dans Kigali que ce soit partout sur la ligne de front. Quand les combats ont commencé, cela signifie que ceux qui étaient chargés des ravitaillements en armes et munitions, je pense qu'ils étaient au niveau du MINADEF et je crois que leur chef était un lieutenant du nom de Kayumba, ont continué leur boulot car la guerre se poursuivait. Quant à me dire qu'il y a un avion qui est venu, cela est possible tout comme ça peut être faux, d'autant plus qu'on était en guerre et que normalement ils étaient assistés par des Français. Donc cela pourrait être vrai mais moi je ne le sais pas, sauf que je dis que cela était possible; cela était possible car la guerre faisait rage, et ce côté qui combattait devait se procurer des

armes de quelque manière que ce fût. Ici je voudrais vous informer que même durant la guerre, entre avril et juillet, des armes toutes neuves ont été livrées, on les appelait les armes de Kambanda, des ESM (SMG?) encore munis de leur long canon. On les appelait les armes de Kambanda, mais par où étaient-elles arrivées? D'où provenaient-elles? Pour celles-là je n'ai pas fait d'investigations pour en savoir plus, mais il est arrivé de toutes nouvelles armes que nous ne connaissions pas et les gens disaient que c'étaient des armes de Kambanda.

Question: C'était quel mois ça?

Colonel Murenzi: C'était entre avril et juillet, je ne me rappelle pas le mois exact, mais quand ces armes sont arrivées on a dit que c'était des armes de Kambanda mais d'où provenaient-elles? Je ne le sais pas, mais ces armes ont été vraiment livrées. Et là-bas à Kimihurura où nous nous trouvions des Interahamwe sont venus, ils sont arrivés au mois de juin en provenance de Gisenyi, équipés de de ces armes toutes neuves dites de Kambanda. De quelles mains les avaient-ils reçues, en provenance d'où? Je ne sais pas, en ce temps-là on était en guerre, ceux qui étaient chargés des ravitaillements en armes et munitions devaient tout faire pour en trouver, moi je n'ai pas suivi l'affaire afin de savoir dans quels circuits elles passaient, mais il n'y a que celles-là que je me rappelle.

Question: Où et où ces interahamwe venus de Gisenyi ont-ils combattu?

Je parle des nôtres, ceux qui sont venus dans notre camp de Kimihurura où je me trouvais et où ils ont combattu, car ils sont arrivés quand nous guerroyions au mois d'avril et de mai contre le FPR qui se trouvait au CND, dans ces combats (qui se situaient) entre le CND et Kimihurura, le FPR semblait nous avoir fixés, seulement il a changé...un principe militaire...ils se sont d'abord emparés de Rebero...pour pouvoir prendre Kigali, mais pour commencer ils ont fixé Kimihurura, ils ont fixé Kacyiru et les gens sont restés bloqués dans les casemates, ils ont fixé nos positions et ils sont allés conquérir les monts. Les interahamwe venus de Gisenyi ont alors combattu, les batailles qu'ils ont menées et que je me rappelle sont celles de Mburabuturo, à Mburabuturo ils se battaient comme...on aurait dit vraiment des sauterelles de même qu'ils mouraient comme des sauterelles, parce que avec leur façons de combattre, j'ignore où ils avaient fait des entraînements, mais ils venaient se battre à la manière des interahamwe, aucun professionnalisme militaire à part tirer n'importe comment. Mais ce que je me rappelle, c'est que moi j'étais à Kimihurura et que eux ils sont venus dans notre camp alors que les inkotanyi s'étaient emparés de Gikondo et étaient sur le point de prendre Mburabuturo, et c'est là qu'ils se sont affrontés.

Question: Est-ce lors de ces combats que vous avez découvert ces armes (fusils) au long canon dont ils se servaient?

Réponse: C'est là que je les ai vues. Je ne sais pas si la personne qui a posé la question est satisfaite pour que je continue, comme cela je répondrais aux questions du professeur Kagabo.

Il m'a dit que le premier avion des Français qui est arrivé contenait un chargement d'armes et que celles-ci ont été déchargées par des militaires qui les ont ensuite emportées au camp Kanombe. Qu'elles aient été déchargées par des militaires je n'en sais rien, mais ça peut être plausible comme je l'ai déjà dit. Comme je l'ai dit les combats ont repris le 7, les Français pouvaient aider ceux qui étaient chargés des armureries à transporter les armes, d'autant plus qu'ils étaient rentrés suite aux accords d'Arusha et non suite à un quelconque contentieux entre eux, ils pouvaient donc les aider pour leur transport mais je n'en sais rien du tout, moi aussi je l'ai appris comme ça, qu'il y avait des armes et des munitions qui étaient arrivées, d'ailleurs concernant les fusils je vous ai dit que je les ai vus de mes propres yeux, des armes flambant neuf qui sont apparues pendant la guerre. Alors ça pourrait être ou ne pas être celles-là qui ont été déchargées par les FAR. Quant aux avions, je vous ai parlé de celui-là qui a emmené la famille de Habyarimana qui aurait pu apporter des armes ou pas, cela est possible étant donné qu'il y avait la guerre, mais moi personnellement je ne les ai pas vues car j'étais en pleins combats à Kimihurura.

Vous avez dit autre chose...également au sujet des armes que les Français ont fournies via Goma moi je n'en sais absolument rien, les questions de ravitaillement en armes et munitions, peut-être que si vous pouviez joindre le colonel Kayumba par exemple dont les gens disent qu'il vit en France, c'était lui qui était en charge des armes et des munitions au niveau du MINADEF, c'était lui qui allait en acheter en Afrique du Sud et partout ailleurs, en Egypte et ailleurs, c'est lui qui était chargé de l'achat des armes et munitions, s'il pouvait être joint peut-être que lui aussi se montrerait un Rwandais qui voudrait bien que les Rwandais apprennent la vérité, il révélerait aux Rwandais quelle était durant cette période la provenance de toutes ces armes au sujet desquelles moi je n'ai pas de réponses parce que je n'étais pas présent, parce que je ne dispose d'aucune preuve, peut-être qu'il se montrerait utile pour les Rwandais, mais je sais que même lors de notre fuite, c'était ce Lieutenant-colonel Kayumba qui avait la charge des achats d'armes et des munitions, il se pourrait qu'il était le seul grand connaisseur de tous ces circuits, et d'ailleurs lorsque nous sommes arrivés en dehors du pays, il se disait qu'il avait fui avec sur lui une coquette somme d'argent destinée à l'achat d'armes qu'il a gardée pour lui et il s'est sauvé avec. Cependant s'il pouvait être contacté c'est lui qui pourrai donner tous ces éclaircissements au sujet des armes de cette période pour lesquelles je ne trouve pas les réponses adéquates; et aussi pour celles-là que j'ai dit avoir vues personnellement, il pourrait dire d'où elles venaient et par quels circuits elles sont passées.

Monsieur le professeur sera peut-être indulgent pour l'interrogation qu'il a eu mais c'est tout ce que je peux en dire.

Concernant la question posée par Madame, c'est une question fondamentale, importante car elle dit: « au niveau militaire, puisqu'il existait une coopération militaire, pourquoi on dit que les Français ont commis le génocide alors qu'ils avaient une coopération militaire? » Ceci en tant que militaire est quelque chose de facile à comprendre, Afande est ici (il peut en témoigner), avant la guerre il y avait une coopération militaire française, il n'y avait pas que les Français, il y avait également les Belges, j'ai parlé des Français qui m'ont même enseigné à l'ESM, il y avait la coopération militaire belge, les Belges se trouvaient à Bigogwe aussi; avant la guerre il y avait en plus la coopération militaire allemande, il y avait des Allemands dans la compagnie Génie; alors on peut se demander, pourquoi ni les Belges ni les Allemands eux ne sont venus combattre. C'est très simple, ce sont des choses compréhensibles. D'accord c'est vrai, ces coopérations militaires existaient, et ces deux exemples que je donne interrogent sur le pourquoi les Belges, pourquoi les Allemands ne sont pas venus se battre alors que les deux avaient eux aussi une coopération militaire. Il y avait des militaires, enquêtez là-dessus, il y avait des Allemands, il y avait une base des Allemands là-bas à Kanombe qu'ils avaient érigée dans la compagnie Génie, les Allemands se trouvaient dans la compagnie Génie, les Belges étaient à l'ESM, et à Bigogwe la coopération militaire belge était présente, mais pourquoi alors quand la guerre a été lancée ils ne sont pas allés au front?

Mais alors là laissez-moi vous parler des responsabilités, en rapport avec une question qui m'a été posée, et comme cela les choses vont être claires. Lorsque la guerre a éclaté, il y a eu des négociations en un lieu appelé Nselé, je crois que son excellence le Président de la République était alors le chef de la délégation du FPR, ils y ont rencontré un certain Bizimungu Casimir qui se trouve aujourd'hui à Arusha, et il les a insultés en disant qu'ils étaient des *imihirimbiri* (de sales voyous), il les a beaucoup insultés mais nous en tant que Rwandais nous devrions comprendre que c'est en ce moment-là que Mobutu, même s'il a fait beaucoup de mal, cette fois-là il a beaucoup aidé les Rwandais car lorsque le FPR rencontrait grâce à lui les délégués du gouvernement de Habyarimana, c'est ce moment-là qui a démontré qu'il s'agissait d'une guerre entre Rwandais eux-mêmes alors que Habyarimana disait qu'il avait été attaqué par l'Ouganda et patati et patata. C'est lors de cette rencontre que l'accord de Nselé a démontré qu'il existait bien un problème de réfugiés que le gouvernement en place n'avait pas réglé. Les personnes alors qui se trouvaient en coopération militaire auraient dû peut-être servir en qualité de formateurs militaires, je parle des (entraînements?)... militaires, ils devaient comprendre que s'il y avait deux camps parmi les

Rwandais qui se battaient... les militaires étrangers qui coopéraient avec l'Etat rwandais ne devaient pas s'en mêler. Évidemment je n'ai pas lu les accords de coopération, mais à partir de Nselé, moi je donne mon point de vue selon ma compréhension, depuis Nselé tout étranger devait aider ces deux parties en conflit pour mettre fin à celui-ci, mais il ne devait pas appuyer une seule partie. Si les Français alors comme je l'ai dit y ont pris parti en amenant des canons 105 mm et en bombardant Mukarange, c'est qu'ils avaient pris position; une chose est claire: je ne connais pas un seul militaire belge de la coopération militaire qui se soit rendu au front, mais je vous ai parlé de Rofalo (Reffalo?), de Canovas, je vous ai parlé de ces Français de Mukarange qui tiraient sur Mukarange avec les canons 105 mm, pourquoi tout cela après Nselé? Alors que c'est Nselé qui avait clarifié la situation en montrant qu'il existait un problème entre Rwandais, entre deux factions rwandaises. Le militaire étranger alors qui se trouvait par là, que ce soit du côté du FPR car il est possible qu'il y ait eu également des étrangers qui collaboraient avec eux, et des Rwandais (Etrangers?) qui étaient du côté des Rwandais auraient dû aider les Rwandais pour que ce conflit qui les faisaient s'affronter puisse être résolu. Mais alors si moi je parle de la responsabilité des Français, c'est que je constate qu'ils ont jugé que la seule solution était de bombarder le FPR, d'apporter des armes et d'augmenter le nombre de soldats qui avaient pris..., après Nselé, c'est ça pour moi la référence, je considère que tout étranger soutenant le FPR ou celui soutenant le gouvernement de Habyarimana ne devait pas prendre les armes et combattre car là il tirait sur des Rwandais alors qu'il s'agissait d'un problème entre Rwandais,

il n'existait aucun contentieux entre eux et ces Rwandais, qu'ils fussent des partisans du FPR ou ceux de Habyarimana.

Mais alors pourquoi il a amené ces canons 105, une arme de longue portée avec des capacités très destructrices et ce n'est là que quelques exemples que j'ai donnés, sinon il y en avait d'autres qu'ils avaient apportées? Et pourquoi ces Français ont-ils accru le nombre de soldats? Je ne connais pas grand-chose des accords de coopération, mais le témoignage que je donnerai à mon niveau est que, après les rencontres de Nselé, les Français auraient du se comporter comme ces Belges et ces Allemands et ne pas aller combattre jusqu'à ce point d'amener des armes lourdes de cette nature. Ils auraient du plutôt aider au niveau politique, de telle sorte que ces problèmes trouvent solution. C'est cela pour moi leur responsabilité. Sinon, si j'ai parlé des Français, ça ne veut pas dire qu'ils étaient les seuls à avoir des accords de coopération avec le Rwanda. Je pense que c'est comme ça que je répondrais à la question.

Pour la réponse à la question de Madame, je ne sais pas si elle a été satisfaite, mais concernant la question de l'Honorable Président au sujet de l'Opération insecticide cherchant à savoir d'où venaient les armes qui servaient dans cette opération, les armes qui étaient utilisées dans l'opération insecticide, cette dizaine de Français qui étaient venus pour cette opération, ceux-là que Mpiranya m'a dit qu'ils venaient pour donner des entraînements pour l'opération insecticide et que les soldats entraînés iraient par après en opérations en profondeur derrière les lignes du FPR afin de diminuer sa pression (sur nos troupes?) car il sentirait qu'il y a quelque chose qui se passe derrière lui au terrain qu'il a quitté, mais les armes, les armes, n'était-ce pas déjà des militaires qu'ils ont trouvés dans l'Armée Rwandaise? En arrivant, ils ont utilisé les armes dont ces militaires disposaient, les candidats à l'opération insecticide n'étaient pas de civils qu'ils venaient entraîner pour cette opération insecticide, c'était des militaires et ils sont venus et les ont sélectionnés un peu partout pour constituer ce groupe de l'opération insecticide, ils emmenaient leurs armes habituelles et s'ils en ont reçu d'autres ce serait celles-là dont je vous ai parlé qu'on appelait les armes de Kambanda, mais les armes qui ont servi au début, c'étaient les armes dont disposaient déjà les soldats. Ça c'est l'insecticide au Rwanda. Mais je vous ai dit que l'opération s'est poursuivie au Congo, celle-là aussi j'en ai parlé, il y avait ces armes qu'ils avaient et aussi quand un officier rwandais connaissait un officier congolais ou un soldat congolais il lui demandait s'il pouvait lui trouver une arme, qu'il lui offrait alors gratuitement ou pas. C'est de cette façon selon moi que l'opération insecticide au Rwanda, et au Congo quand nous y sommes arrivés, s'est fournie en armes. Les armes fournies par le gouvernement de Kambanda servaient à équiper également les membres de l'opération insecticide.

Sur l'autre question que vous m'avez posée disant: « Cette escadrille d'aviation, où était-elle établie, pouvons-nous retrouver des archives à ce sujet? ». Sa base se trouvait là à l'aéroport, du côté du hangar qu'on appelait hangar Caravelle, pour ceux qui connaissent l'aéroport, il y a sur la piste en direction de Kabeza un hangar à l'écart, c'est là qu'était stationné l'avion de Habyarimana et c'est là aussi que se trouvait le bureau du commandement, et à l'aéroport du côté de l'aérogare il y avait un hangar où ils parquaient les hélicoptères, je crois que c'est à ces deux lieux qu'ils avaient leur siège et pas ailleurs dans le pays. Normalement ils décollaient de là pour aller en opérations de bombardements on call. On call signifie que lorsqu'un commandant des opérations qui se trouvait au champ de bataille avait besoin de leur intervention, il les appelait pour leur dire de venir et de bombarder pour lui la cible ennemie qu'il leur indiquait, alors ils y allaient, bombardaient et après ça rentraient à Kanombe.

Vous avez évoqué des archives, les archives alors...

Question:...

Colonel Murenzi: Je ne sais pas où l'on peut les trouver car Kanombe a été le théâtre de batailles, peut-être qu'ils les ont prises avec eux lors de leur fuite, peut-être que le FPR les a saisies lors de sa prise du camp, ou celles-ci ont été détruites lors des combats. Donc les archives je ne vois pas qui les aurait, seulement ce que je sais, c'est que les militaires qui avaient la charge des archives sont revenus et qu'ils sont ici dans le pays. Il y en qui sont au pays, j'en connais par exemple un de Byumba qui était également mécanicien, du nom de Nkusi, je ne sais pas en quoi il peut être utile; lors de notre fuite il était sergent, il est revenu, il vit chez lui peut-être que Afande peut vous aider à le retrouver, il est là, car il vivait avec Afande Rwarakabije quand celui-ci se trouvait en poste à Byumba. Ils ont vécu ensemble longtemps, il est revenu, il habite à Byumba, je l'ai vu une fois, peut-être pourrait-il éclairer la Commission. Il était mécanicien d'avions, lui il est au pays, ainsi que d'autres militaires qui pourraient eux aussi être au pays. Celui-là, Nkusi Gérard, je sais qu'on peut le trouver, il vit chez lui à Byumba, on peut le rechercher et le retrouver si besoin, il était adjudant lors de notre exil.

Il y a une autre question que vous m'avez posée: la responsabilité de la France dans la planification et la mise en œuvre du génocide.

Pour ce qui est de la préparation du génocide, moi je me suis appesanti sur les militaires. Pour la préparation du génocide il y avait plusieurs volets, les militaires ne furent pas les seuls impliqués, le génocide c'est quelque chose de multiforme, quand on parle de planification du génocide, on ne peut pas le planifier uniquement sur le plan militaire, je pense qu'il y a aussi dedans le volet politique et le volet diplomatique. Mais moi leur responsabilité surtout dans sa préparation que je vois est celle-ci: ils ont collaboré avec l'Etat qui a préparé le génocide, c'est comme ça que moi je le vois, les Français ont collaboré avec l'Etat qui l'a planifié. Pour ce qui est de le mettre en œuvre, je reviens sur ces choses là que j'ai dites et sur Nselé 1, qui a réuni des Rwandais de deux bords qui avaient un différend qui devait être tranché. La France a pris cette option de dire que la solution est de leur tirer dessus jusqu'à ce que nous les vainquions militairement. S'agissant de les vaincre militairement, il y avait plusieurs manières que d'ailleurs moi je ne connaissais pas. Je vous ai parlé du colonel Canovas qui se trouvait à l'Etat-major; c'est à un niveau stratégique de telle sorte que ces choses se préparaient au niveau stratégique, ce n'était pas au niveau opérationnel, moi je ne

pouvais pas voir ça, mais ce que je vois c'est qu'ils ont collaboré dans sa mise en oeuvre avec le gouvernement qui a succédé à celui qui l'avait préparé, ce gouvernement qui s'est donné le nom des Abatabazi lorsqu'il mettait en oeuvre le génocide. Elle a continué à collaborer avec lui jusqu'au bout et même lorsque ce gouvernement a été défait elle a continué à collaborer. Ils collaborent, et moi tel que je le vois, je ne peux pas les dissocier. Les soldats français depuis Nselé, c'est là que je place mon curseur, auraient dû se comporter comme tous les autres coopérants, éviter de faire ces opérations consistant à déverser ici des gens, des bataillons et des bataillons ainsi que des armes lourdes de cette puissance et en si grand nombre, car là ils devaient avoir défini des objectifs au niveau de l'Etat-major et ils devaient les atteindre. Au niveau stratégique.

Question (le président de la Commission): je voudrais que tu nous dises, toi qui a été dans l'armée, comment se présentait la question ethnique au sein de l'armée? La question ethnique au sein de l'armée était comment, c'est qui qu'ils appelaient ennemi? Il y a un document je crois qui est sorti dans lequel il était question de l'ennemi. Qui était l'ennemi? Était-ce celui qu'ils affrontaient aux champs de batailles? Y en avait-il un autre à l'intérieur? Mais je souhaiterais que tu nous le dises vraiment clairement, de façon à ce que tu nous parles aussi des Français qui y sont venus, ceux-là de l'Etat-major, ils étaient où ? Ceux qui ont imposé cette idéologie, comment cela s'est-il passé? Est-ce qu'ils ont pris leurs distances avec eux? Je voudrais que ce volet avec les français tu l'expliques avec clarté, de manière à ce que nous le comprenions bien.

Colonel Murenzi: Merci Honorable Président, vous posez là une bonne question, et cette question ethnique je vais en parler concernant l'avant-guerre et l'après-guerre.

Avant la guerre, le problème était tel que, même en dehors de l'armée, celui qu'on appelait tutsi en éprouvait lui aussi de la honte. Être appelé tutsi! Mais concernant l'armée je vais commencer par les tout premiers qui ont fondé la nouvelle armée qui a succédé à l'armée des colons: les premiers officiers comptaient un seul tutsi, du nom de Ruhashya et tous les autres étaient hutu. Ils étaient sept dans cette promotion je crois, donc 6 hutu tu comprends la portée de cet écart en pourcentage. Mais ce que je peux dire sur l'ethnisme dans l'armée avant la guerre, c'est qu'il existait, par exemple en cas de mariage, lorsque un officier et sa fiancée voulaient se marier, il était exigé ce que l'on appelait *une demande d'accord de mariage d'un officier*. Je commence par les officiers ; cette demande d'accord de mariage, pour solliciter cet accord de mariage, tu n'écrivais ni au chef d'Etat-major ni au ministre, mais au Président de la République en personne, donc pour un officier qui voulait se marier, il devait écrire au Président de la République une demande d'accord de mariage. Vous comprenez qu'il s'agit d'un dossier qui part de l'échelon de base de l'Armée, remonte aux échelons suivants jusqu'au MINADEF et enfin jusqu'à la Présidence. C'était alors le Président qui donnait ou refusait l'accord. Cette demande devait être accompagnée en annexe par une attestation de bonne conduite, il devait aussi y avoir la carte d'identité dans le but de savoir si la fiancée que l'officier voulait épouser était une hutu, une tutsi ou une étrangère. Laissez-moi vous dire que d'ailleurs il y a eu des problèmes au sujet de mariages entre officières et étrangers ou entre étrangères et officiers. Il y a eu le cas d'une certaine capitaine ABEWE qui avait étudié à l'ESM et qui travaillait à la Présidence; elle a été épousée par un Blanc mais cela a créé un problème car elle était la fille d'un homme du nom de MBONABARYI qu'on disait être l'oncle maternel de Habyarimana -mais j'ignore la véracité de ceci- et qui était une grande figure de l'Akazu (la maisonnée), cette pratique de népotisme très ancrée dans le pouvoir de Habyarimana. Cette fille s'est mariée et les gens se demandaient: « Comment l'accord de mariage entre une officière rwandaise et un étranger a pu être donné alors que cela est interdit? » Ça semblait un problème.

Cette question d'ethnisme existait à l'encontre des filles tutsi. D'accord, un petit nombre d'officiers étaient mariés à des femmes tutsi mais je ne sais pas comment leurs dossiers avaient pu passer à travers les niveaux supérieurs, quoiqu'il en fût, puisque l'approbation définitive revenait au Président, cela voulait dire qu'il l'avait accordée d'autant plus qu'il s'agissait de dossier individuel; chacun voyait son dossier être accepté ou être rejeté, cette procédure existait, c'est comme cela que je l'explique.

Et alors vous m'avez demandé qui était l'ennemi pendant la guerre. En 1992 est né un problème, surtout après l'avènement du multipartisme et l'évidence que l'on se référait sur ce que j'ai dit propos de Nselé. Les gens disaient: "Pourtant il y a bien un problème, le problème de deux camps

qui se battent, le gouvernement de Habyarimana et le FPR. Au début de la guerre les gens disaient: « Ce sont les inyenzi qui ont attaqué, et les inyenzi sont des tutsi ». Mais cela soulevait un problème, je parle d'un problème surtout au bas échelon des soldats où j'étais au niveau tactique et opérationnel, (les soldats) disaient « Mais le président du FPR est Kanyarengwe et nous savons qu'il est hutu », et ils évoquaient d'autres qu'ils avaient réussi à identifier et que de toutes façons ils disaient être tutsi...il y eut une réunion en 1992, celle-là que j'ai évoquée de 1992 des commandants d'Unités qui a donné la définition de l'ennemi. Qui est l'ennemi? Je n'ai pas le document ici, mais ils ont dit que l'ennemi c'était le FPR, le FPR inkotanyi, mais ils ajoutaient aussi "tout tutsi nostalgique du pouvoir, tout tutsi attristé par la perte du pouvoir par les tutsi qu'il soit avec le FPR ou qu'il vive au pays; et puis en ce temps-là a vu le jour la notion d'ibytso, la notion d'acolytes, celui qu'ils appelaient acolyte signifiait tout tutsi attristé par le fait que le pouvoir en place au Rwanda n'était pas dans les mains des tutsi car le pouvoir en place se définissait comme le pouvoir des hutu un point un trait. Et puis ils disaient, d'accord le FPR est là-bas mais ils ajoutèrent cette petite chose au cours de cette réunion; je n'ai pas le compte-rendu de cette réunion, mais Honorable Président, peut-être pourrez-vous trouver cette définition dans les archives

... vous la verrez, elle est sortie de cette réunion des commandants d'unités, qui a ajouté cette petite chose que tout tutsi attristé par le fait que le pouvoir en place n'est pas un pouvoir tutsi est un ennemi.

Ça c'est alors depuis 1992, je ne me rappelle pas la date de la tenue de cette réunion, recherchez la réunion des commandants d'unités, sur son agenda il y avait ce point de définition de l'ennemi: Qui est l'ennemi? Cette petite chose d'ethnie y figurait, cette petite chose de pointer le tutsi, on ne pointait pas non plus tout hutu nostalgique du pouvoir, plutôt qui est mécontent du pouvoir en place, mais eux ils ont dit tout tutsi nostalgique du pouvoir; je n'en ai pas l'exacte définition...attention mais ce que je me rappelle est que cette chose est arrivée parce qu'avant il y a eu des disputes sur cette question: « Mais contre qui nous combattons? Demandaient les uns. D'autres ont dit: « c'est pourtant le FPR, entrons plutôt en négociations ». Et même il y avait des militaires qui refusaient de combattre et sur ça on disait qu'il y avait parmi eux ceux qui avaient peur des batailles, mas il y en avait aussi qui avaient compris réellement le vrai problème.

Question:...

Colonel Murenzi: Les Français, cette question vous me l'avez posée, leur position était claire. Leur position était que l'ennemi c'était l'inyenzi et le tutsi, et d'ailleurs lorsque tu causais avec des officiers au mess, ils te disaient: les tutsi, le matin vous allez aux négociations à Arusha mais si vous ne faites pas preuve de vigilance, ils vous extermineront, ils sont rusés, nous les connaissons bien ». Ces officiers venaient directement de France, ou d'autres territoires (d'Outre-mer) leur appartenant ou de n'importe quelle autre région point où ils étaient établis, ils provenaient de divers coins éloignés mais quand tu discutais avec eux, ils te disaient : « Vous ne vous rendez pas compte, vous vivez avec eux mais ne connaissez pas la perversité des tutsi ». Tu comprends alors que leur position était claire, qu'ils combattaient l'ennemi, l'ennemi tutsi. Je ne sais pas si j'ai répondu à la question de l'Honorable Président.

Le Président: Nous voudrions vous remercier. Nous voudrions vous remercier pour tout le témoignage que vous nous avez livré, transcrivez-le-nous comme vous l'avez promis, et même ces questions que nous avons posées, j'ai vu que vous les notiez, incluez-les, de façon à ce que ce soit plus ou moins complet.

Autre chose, laissez-nous vous demander d'être disponible au cas où nous aurions encore besoin de vous, vous nous l'avez d'ailleurs promis; mais aussi trouvez-nous d'autres éventuels témoins qui compléteraient par exemple votre témoignage sur Cyangugu et amenez-les-nous, et aussi des

informations sur cette escadrille d'aviation. Si vous pouviez nous retrouver des témoins de tout ça, cela nous aiderait encore plus.

Nous vous remercions donc pour votre disponibilité et pour l'importance de ce que vous nous avez appris.

Colonel Murenzi: Merci Honorable Président. J'ai été très heureux, comme je l'ai déjà dit, d'avoir reçu une invitation de la Commission et c'est cela la contribution que je pouvais apporter sur cette question. Ici il s'agit des Français, mais peut-être que cela pourra contribuer à éclairer le rôle d'autres acteurs étrangers. Je m'étais dit que ce serait bien que je partage avec cette Commission le peu d'informations que j'ai et je suis très fier de l'avoir fait. Et au cas où ce serait nécessaire, que les autres Rwandais qui en auraient envie l'apprennent, car comme vous l'avez entendu ce sont beaucoup de choses que j'ai vues de mes propres yeux, d'autant plus que moi j'ai eu la chance, après 1994, d'aller en plusieurs endroits où la plupart des Rwandais n'ont pas pu eux se rendre, ce qui démontre que c'est un enchevêtrement dans la question unique du génocide qui s'est trop prolongée. Autre chose est que je suis disponible et je le serai tout le temps que vous aurez besoin de moi, et même si je trouve un autre (témoignage?), à tout moment que je trouverais quoi que ce soit qui permettrait à la Commission d'avancer dans sa tâche, je vous le transmettrais personnellement, j'ai les numéros de téléphone du Président et du Vice-président de la Commission et ceux des autres commissaires je les chercherai. Aussi, tant que je serai commandant de cette brigade qui est positionnée sur un espace de l'Opération Turquoise, que ce soient des militaires

ou des citoyens de la zone avec qui on se côtoie chaque jour, toute information au sujet des Français qui me parviendrait, je vous la communiquerais moi-même directement. Vraiment sans problème.

Ensuite, avant de terminer, je vous assure que je ferai ce que vous m'avez demandé, à savoir que je vous trouverai ces gens, il y en a parmi eux que je connais, il y en a aussi auprès de qui je pourrais avoir des informations, je vous ai parlé par exemple du colonel Ndekezi, je pourrais le contacter et même s'il n'est plus actif il est là, il habite près de Kigali et il pourrait vous parler en détails du Bataillon d'Artillerie de Campagne, ces Français qui œuvraient en son sein, que faisaient-ils? Qui étaient-ils? D'où venaient-ils? Tout ça il le sait. Egaleme nt je pourrais chercher les coordonnées de cet autre militaire de *l'Escadrille* dont je vous ai parlé et vous mettre en contact avec lui. Il pourrait alors peut-être vous indiquer d'autres personnes susceptibles de vous aider et même d'autres. Je souhaiterais moi aussi qu'il y ait une collaboration avec la Commission, que si elle découvre quelque chose qui pourrait m'aider moi aussi que l'on collabore pour que l'on puisse avancer plus. Moi aussi je voudrais vraiment vous demander de m'y aider. Merci Honorable Président. Je termine en vous remerciant pour votre accueil et en vous assurant que je suis à votre disposition à tout moment...Je vous remercie Honorable Président.